



**Bibliothèques
Sans Frontières**
Libraries Without Borders

RAPPORT FINANCIER

BIBLIOTHÈQUES SANS FRONTIÈRES 2019-20

Rapport du trésorier

1. Le rendu de compte financier de BSF

Le rendu de compte financier de BSF fournit une vue consolidée des activités, du résultat, du patrimoine et de la trésorerie de l'association Bibliothèques Sans Frontières en France.

L'ensemble des comptes de BSF est arrêté par le trésorier. Les comptes de BSF, leurs annexes et les rapports des commissaires aux comptes, sont disponibles sur notre site internet (www.bibliosansfrontieres.org) et sur demande, auprès de notre siège parisien.

2. Les activités de BSF et leur financement en 2019

2.1 Vue synthétique des comptes

EMPLOI

	2019	2018	Evolution	% du total
Missions sociales	4 815	5 155	-7%	87%
Solidarité France	2 133	1 748	+22%	39%
Solidarité Internationale	2 279	2 955	-23%	41%
Mission collecte de livres	255	267	-5%	5%
Activités de recherche et de développement	95	-	+95%	2%
Activités d'information et sensibilisation du public	52	184	-72%	1%
Frais d'appel à la générosité du public et recherche de fonds	299	338	-11%	5%
Frais généraux de fonctionnement	401	704	-43%	7%
SOUS TOTAL DES EMPLOIS UTILISÉS	5 516	6 198	-11%	100%
Fonds dédiés (1)	1 095	1 648	-34%	
Activités de vente de livres	170		+170%	
Résultat de l'exercice	(460)	(51)		
TOTAL DES EMPLOIS	6 322	7 795	-19%	

RESSOURCES

	2019	2018	Evolution	% du total
Ressources privées issues de la recherche de fonds	4 065	6 418	-37%	64%
Adhésions	0,7	3,5	-78%	-
Dons	355	288	+23%	6%
Subventions privées et mécénat	3 709	6 126	-39%	59%
Ressources Institutionnelles publiques	1 390	537	+158%	22%
Autres ressources de fonctionnement	864	826	+5%	7%
Prestations de services	204	190	+7%	3%
Vente de marchandises	661	621	+6%	10%
Autre produits divers	4	6	-23%	-
Reprise sur provision et amortissements	(6)	8	-175%	-
Autres Ressources financières	2	12	-82%	-
TOTAL DES RESSOURCES	6 322	7 795	-19%	100%
Réserves disponibles	121	103	+17%	

Une année d'investissement pour le futur

En 2019, BSF a contracté des emprunts, pour la première fois de son histoire, afin de générer des fonds propres pour financer sa politique d'innovation et sa croissance. BSF est en effet unique en France par son caractère résolument tourné vers la recherche et développement et l'innovation. En 13 années d'existence, BSF a produit de nombreuses innovations technologiques ou de services, en particulier l'Ideas Box, cette médiathèque en kit révolutionnaire qu'elle a créée avec le designer Philippe Starck. Si ces innovations à très fort impact social trouvent leur modèle économique dans le temps, la R&D comme l'ouverture de nouveaux champs d'activités ou terrain d'opération ont un coût qui est rarement pris en compte par les mécanismes de financement traditionnels des associations.

C'est dans cet esprit que BSF cherche depuis plusieurs années à développer ses fonds propres pour s'assurer plus d'indépendance et de capacité de croissance. De nombreuses pistes ont été étudiées en 2018 et deux options ont été retenues au regard de leur alignement avec le mandat et la mission sociale de BSF d'une part et de leur potentiel de performance et de monétisation d'autre part :

→ L'industrialisation de la vente de livres d'occasion à travers les marketplace de vente en ligne. BSF collecte plusieurs centaines de milliers de livres chaque année. Une partie est

destinée à la dotation de bibliothèques et associations que l'on soutient. L'autre partie était jusque-là faiblement valorisée à travers des activités de vente limitées. L'investissement consenti pour développer notre capacité de vente (350K€) nous a permis d'accélérer la collecte, de mieux équiper notre base logistique et surtout de faire l'acquisition d'un algorithme de mise en ligne sur les marketplace. BSF a ainsi choisi de rejoindre un consortium solidaire piloté par Label Emmaüs (voir 2.3 pour plus d'informations sur les résultats de la collecte).

→ Le développement d'une communauté de 2.500 donateurs mensuels à travers la collecte de rues. L'investissement de 350K€ a permis de financer des prestations de collecte et d'assurer plus de 4 912 heures de collecte en 2019 (voir 2.3 également pour plus de détails).

BSF a ainsi levé 700K€ de dettes auprès de 3 acteurs bancaires : BRED (prêt trésorerie entreprise), BNP (prêt à objet professionnel) et ECOFI (billet à ordre solidaire).

Ces investissements montrent dès l'année 2019 leurs premiers effets avec une hausse substantielle du chiffre d'affaire pour la vente de livres (+208K€) et l'acquisition de 1.949 donateurs mensuels avec un don moyen de 11,40€ / mois.

Le retard pris dans la contractualisation avec les banques a néanmoins eu un impact important sur

les résultats escomptés en 2019. La collecte n'a pu démarrer qu'à la fin du mois de mars et le déroulement des campagnes a dû être étalé sur toute l'année (alors qu'elles étaient prévues avant l'été initialement) en raison de la disponibilité limitée de créneaux de collecte. De la même manière, le retard pris pour les investissements d'équipements de la base logistique n'a permis de commencer la vente à plein régime qu'à partir du mois de septembre reportant d'autant les revenus issus des ventes. Ces retards ont un impact d'environ -142K€ sur nos revenus et donc sur notre résultat.

Par ailleurs, ces investissements, même s'ils sont amortis sur plusieurs années, ont des conséquences directes sur le résultat financier de l'année, les dépenses étant affectées à celui-ci sans contreparties de ressources en face (les prêts bancaires n'apparaissent pas au compte de résultat mais sous forme de dette dans le bilan).

C'est dans cet esprit d'investissement que le Conseil d'Administration avait anticipé un déficit et voté début 2019 un budget avec un résultat prévisionnel de -218K€.

Un déficit plus lourd qu'anticipé

Le total des produits connaît une baisse importante (-1,463K€) et s'établit à 6,332K€. Cette baisse a été anticipée en partie et les charges ont été maîtrisées en 2019 et connaissent une diminution de 1,054K€ pour s'établir à 6,792K€. Le déficit anticipé de -218K€ se retrouve ainsi largement creusé pour atteindre -460K€.

On l'a vu, le retard pris dans le démarrage des activités d'investissements (vente de livres d'occasion et collecte de rue) explique en partie ce décalage. Mais on note également un tassement substantiel des ressources, en particulier des subventions d'exploitation. Aux difficultés qui étaient anticipées pour l'année se sont ajoutées un certain nombre de mauvaises nouvelles au dernier trimestre (non obtention de financements, décalage de contractualisation à 2020) qui ont contribué à creuser le budget sans que nous ayons suffisamment de temps et de marge de manoeuvre pour ajuster les dépenses en conséquence (voir 2.3 pour plus de détails).

Les subventions publiques et privées cumulées baissent de 1,5M€ entre 2018 et 2019. Cette

diminution importante s'explique aux deux tiers par la finalisation du programme en Europe du Sud pour les réfugiés (500k€ de Google.org en 2018) et par l'obtention d'un financement exceptionnel en 2018 de la part de la Fondation Caritas (500k€) qui n'a pas été renouvelé en 2019. Le dernier tiers est constitué par la finalisation d'autres programmes importants.

On voit dans le même temps que les dons progressent (assez lentement malheureusement) et que les ventes de marchandises sont stables malgré une année pré-électorale qui a vu une diminution du nombre de marchés publics avec des collectivités. Cela va dans le sens de notre stratégie de diversification des ressources pour moins reposer sur des grands bailleurs privés qui les années précédentes ont pu représenter jusqu'à 30% de nos financements.

Cette baisse des ressources ne doit néanmoins pas occulter les efforts importants entrepris pour diminuer des charges et la rationalisation des coûts. La fusion de départements support (le développement, la communication et les partenariats), le non renouvellement d'un certain nombre de contrats à durée déterminée et la réaffectation de personnels a permis une réduction de la masse salariale de 595K€ (charges sociales incluses) soit -20% par rapport à 2018. Cette réduction importante a un impact non négligeable sur la diminution générale des dépenses ; impact qui sera encore plus élevé en année pleine sur l'exercice 2020.

Des fonds associatifs qui restent stables

Le résultat en déficit est compensé par l'introduction dans notre comptabilité du stock de livres de BSF qui s'élève, fin 2019 à 1,2M de volumes.

Jusqu'à l'année 2019, les livres collectés par BSF n'ont jamais été formellement intégrés dans les comptes de l'association. L'année 2019, de par l'investissement qui a été fait pour le développement de la vente, marque néanmoins un tournant dans la politique de collecte et de traitement des livres au sein de la base logistique. La conséquence directe de ces investissements est l'accélération des collectes qui aboutit à augmentation importante de notre stock (+46% en 2019).

Ce stock, même s'il ne fait pas l'objet d'un achat mais résulte de dons d'individus et de personnes morales, constitue un actif important de l'association, sa valeur future variant entre 2€ par livres pour les dotations subventionnées à un prix minimum de 5€ pour les livres vendus. Dans ce cadre, il nous semble souhaitable que la comptabilité de l'association reflète de manière plus sincère ce stock et ses variations annuelles. La méthode de calcul pour son intégration dans la comptabilité de BSF est présentée en annexe.

De ce fait les réserves disponibles de BSF s'élèvent au 31 décembre 2019 à 121K€ (+17% par rapport à 2018). Malgré cette augmentation, le niveau de fonds propres reste faible et expose l'association à des risques de trésorerie. L'augmentation de ces réserves pour atteindre au moins 3 mois de trésorerie est un objectif majeur pour les prochaines années.

Des réussites dans la croissance externe de BSF

Deux éléments hors bilan viennent également contrebalancer les difficultés rencontrées en 2019 :

- D'abord la croissance rapide des associations nationales en Belgique et aux Etats-Unis qui atteignent respectivement un volume financier (ressources) de 710k€ et 669k€ en 2019. Ces deux structures ont des perspectives de croissance fortes et sont excédentaires ce qui permet de faire jouer des mécanismes de solidarité au sein du réseau (prêts de trésorerie, avances remboursables, etc.). Par ailleurs, toutes deux contribuent déjà - et vont le faire de plus en plus dans le futur - au budget de BSF à travers des levées de fonds pour des projets internationaux.
- Ensuite la création de la Fondation pour le Partage de la Connaissance sous égide de la Fondation Caritas, autour du Président Fondateur de BSF Patrick Weil. Cette fondation qui a la capacité à recevoir des legs et à défiscaliser l'impôt sur la fortune immobilière a pour mission de soutenir les actions en faveur de l'accès à l'information, à l'éducation et à la culture en France et dans le monde et pourra ainsi venir en soutien de BSF (même si BSF n'en sera pas l'unique bénéficiaire).

- Enfin la création de l'entreprise sociale Kajou (entreprise à impact détenue à 100% par BSF) afin d'explorer de nouveaux modes d'intervention et de modèles économiques. Une première levée de capital de 100k€ auprès de Business Angels aura lieu en 2020 une fois la technologie développée et un second tour (600k€) est prévu en 2021. Kajou a un objectif de croissance forte dans les prochaines années et pourrait devenir une source de ressources pour l'association à travers la réversion de dividendes.

Un très bon niveau d'efficacité d'emploi des fonds

Notons enfin un progrès dans l'efficacité d'emploi des fonds : Sur 100 euros dépensés, 87 euros l'ont été pour les missions sociales (contre 84 en 2018), 5 euros pour la recherche de fonds et 7 euros pour le fonctionnement.

2.2 Les emplois

Missions sociales

Les missions sociales de BSF représentent une part en augmentation du total des emplois combinés, pour s'établir à 4.815K€ (contre 5.155K€ en 2018).

En France, le volume opérationnel connaît une hausse importante (22%) dû en particulier au déploiement partout en France du programme Voyageurs du Numérique. Nos actions à l'international connaissent quant à elles une baisse de 23% qui s'explique par :

- La quasi mise à l'arrêt de nos opérations au Moyen-Orient avec la fin d'un cycle d'intervention pluriannuel et la mise en oeuvre d'une stratégie de redéploiement de nos activités de la Jordanie vers le Liban et l'Irak. Ce redéploiement porte ses fruits en 2020 avec le réamorçage de plusieurs projets dans la région.
- La fermeture de nos bureaux en Grèce et en Italie qui avaient été créés en réponse à la situation d'urgence engendrée par l'afflux de réfugiés sur les côtes européennes en 2015.

BSF a décidé de continuer d'opérer dans ces deux pays dans un format plus léger à travers des partenaires locaux qui opèrent les Ideas Box qui y sont déployées.

- La fermeture de notre bureau en Colombie suite au transfert réussi des 20 Ideas Box déployées dans le cadre de l'accord de paix avec les ex-combattants FARC. Le projet est terminé et nous avons choisi de réduire notre effectif dans le pays en fermant le bureau et en poursuivant des activités avec nos partenaires locaux, en particulier en réponse à la crise vénézuélienne.

Notons a contrario la progression très forte de la région Asie (+106%) avec l'ouverture d'une mission importante en 2018 et son accélération en 2019 au Bangladesh auprès des réfugiés Rohingyas.

La mission collecte de livres correspond à la collecte, au tri et à la dotation de livres à des partenaires. Son activité a fortement augmenté en 2018 suite à la réintégration d'une filiale associative (BSF Services) qui gérait jusque-là une grande partie de ces activités.

Les activités de recherche et développement font leur apparition dans le Compte d'emploi en 2019 à hauteur de 95K€. Elles étaient jusque-là comptabilisées différemment et ventilées dans les missions sociales. Il nous apparaît plus pertinent et sincère de les mettre en exergue. Cela s'explique par notre volonté de mieux faire comprendre à nos donateurs et partenaires l'importance que revêt cette dimension pour BSF et les objectifs de levée de fonds qui y sont associés.

Les activités d'information et de sensibilisation du public sont en légère diminution. Elles recouvrent notamment les activités de plaidoyer et de sensibilisation du grand public (conférences, événements comme celui organisé au Panthéon et participation à des colloques).

Frais d'appel à la générosité du public et de recherche de fonds

Les frais de collecte de fonds, qui comptent pour 5% des emplois, diminuent de 10%. Cela s'explique en grande partie dans la recherche de contrôle et de

rationalisation des dépenses sur les activités non liées aux missions sociales.

La collecte de fonds se concentre en grande partie sur la collecte de rue et l'acquisition de donateurs mensuels (+1.950 donateurs recrutés en 2019). Les dépenses relatives à ces prestations de collecte sont amorties sur 5 ans, ce qui explique leur faible influence sur le résultat de l'année (voir les annexes de compte pour plus d'informations).

Frais administratifs

Les frais administratifs sont en très forte diminution (-43%) pour s'établir à 7% des emplois. De la même manière que pour les frais de collecte, cette baisse découle de notre recherche de maîtrise des dépenses et du travail de réorganisation des fonctions support de l'organisation. Ces frais regroupent les coûts d'administration générale de l'association.

Fonds dédiés

Les fonds dédiés (c'est-à-dire les engagements à réaliser sur ressources affectées : différence entre les montants reçus des bailleurs de fonds et l'avancement des programmes correspondants) connaissent une baisse significative. Cela s'explique par :

- La fin en 2019 de financements pluriannuels importants (en particulier sur la mission Bangladesh et sur le programme Voyageurs du Numérique en France). Dans les deux cas, ces programmes se poursuivent en 2020 et font l'objet de nouvelles conventions.
- Le glissement dans la signature de deux contrats importants avec l'Agence Française de Développement qui ne seront finalement conclus qu'au printemps 2020 pour l'un (le Programme Mondial pour l'éducation au Burundi ; le second étant toujours en attente de signature à l'heure où l'on rédige ces lignes). Notons que si ce glissement dans le démarrage des projets a une incidence sur les fonds dédiés, il a surtout un impact sur le volume opérationnel 2019 et sur le résultat.

Secteur lucratif

BSF distingue dans sa comptabilité le secteur non-lucratif, qui concentre l'essentiel des dépenses, du secteur lucratif qui correspond à l'activité de ventes de livres d'occasion (en ligne et à travers nos braderies mensuelles). Cette activité a été très largement développée en 2019 et va continuer à s'accroître en 2020. Les dépenses afférentes sont majoritairement des dépenses liées aux marketplaces de vente et aux frais d'affranchissement postaux pour l'expédition des livres.

2.3 Les ressources

Ressources privées et ressources institutionnelles

Les subventions publiques et privées cumulées baissent de 1,5M€ entre 2018 et 2019¹.

Les ressources privées issues de la recherche de fonds connaissent quant à elles une forte diminution (-40%) qui s'explique par la baisse des subventions privées et du mécénat. La clôture à fin 2018 de financements transversaux importants (France S'engage, Google Impact Challenge) et de projets pluriannuels d'envergure explique en grande partie cette baisse. Certains bailleurs, comme notre partenaire fondateur du programme Ideas Box, la Fondation Pierre Bellon, imposent par ailleurs aux associations qu'elle soutient une interruption de 3 ans après 6 ans de financements. D'autres fondations, en particulier Google.org, soutien important de nos actions auprès des réfugiés sur la période 2015 - 2018, ont réorienté leurs financements vers d'autres secteurs que la réponse aux crises migratoires.

Nous avons anticipé la fin de ces programmes mais n'avons pas eu le succès escompté en matière de levée de fonds pour de nouveaux projets en 2019. Cela reflète les effets de seuil qui existent aujourd'hui dans les financements pour la solidarité internationale. BSF a largement été financée ces dernières années pour des projets considérés

comme des expérimentations et travaille depuis 2018 à construire des programmes de plus grande ampleur, pluriannuels et qui permettent des économies d'échelle importantes. Nous sommes convaincus qu'un levier important de croissance mais aussi de stabilité et de visibilité financière se trouve dans la diversification de nos modes de financements en particulier avec l'augmentation des ressources institutionnelles.

C'est ce modèle que nous avons privilégié en 2019 et les subventions publiques augmentent fortement (+177%) avec la contractualisation autour de projets pluriannuels importants avec l'Union Européenne (Erasmus +) et les coopérations belge et néerlandaise. D'autres contrats importants démarreront en 2020 avec l'Agence Française de Développement et viendront confirmer cette recomposition progressive de notre mix de financement.

Reste néanmoins que le temps de contractualisation pour ce type de projet est très long (près de 24 mois pour certains bailleurs) et incertain (au moins deux discussions de grandes envergures - plusieurs millions d'Euros - ont tourné court sur la période 2018-2019 pour des raisons d'instabilité politique et de changement de décideurs chez nos partenaires étatiques). BSF doit gagner en maturité dans l'analyse des risques et des délais associés à ce type de négociations institutionnelles de haut niveau et s'obliger dans le futur à être beaucoup plus conservateur dans les perspectives financières.

Les dons progressent de 23% en 2019. C'est l'investissement dans la collecte de rue qui explique en grande partie cette hausse.

Autres ressources de fonctionnement

Les autres ressources intègrent en particulier :

- Les prestations de service, en grande majorité des formations que BSF dispense en France et à l'international
- Les ventes de marchandise qui incluent les marchés publics d'Ideas Box en France (en baisse en 2019) et les ventes de livres du secteur lucratif.

Ces ressources sont stables en 2019 dans un contexte de diminution générale des marchés publics à l'approche des élections municipales de

¹ Il est préférable de regarder le cumul des subventions publiques et privées. En effet des modifications dans l'affectation de certaines subventions ont été faites entre 2018 et 2019 ce qui entraîne une baisse artificielle des subventions privées et une hausse des publiques.

2020. C'est l'augmentation de la vente de livres qui vient donc compenser cette diminution.

Une première année très encourageante pour notre activité de vente de livres

Les deux premiers trimestres de l'année 2019 ont été consacrés à la construction à proprement parler du projet : réalisation de la première tranche des investissements prévus, ajustement de la structure RH, réaménagement des locaux et mise en ligne de notre stock de base. Nous avons pu être pleinement opérationnels à la rentrée de septembre. Les objectifs chiffrés de la première année du Business Plan étaient ambitieux et se basaient sur un démarrage plus précoce. Nous clôturons l'année avec un CA de 250k€ (avec 72K livres mis en ligne, 19K vendus) soit un décalage de 16% avec les prévisions dû au retard pris au démarrage.

Les derniers mois ont également été porteurs de plusieurs motifs d'espoir et d'ambition au vu des chiffres réalisés et de la qualité de service rendu. De surcroît ils ont apporté la garantie que BSF est taillé en interne pour être à la mesure de ces ambitions et que BSF a sa place sur ce marché excessivement concurrentiel, et cela notamment par la qualité de son offre et le sérieux de son service.

Pour l'année 2020, l'objectif est de doubler le chiffre d'affaires de 2019. Les premiers mois de l'année vont d'ores et déjà dans ce sens.

3. Les perspectives et enjeux

Des défis importants...

C'est la deuxième année consécutive que BSF connaît un déficit. Cela fait ressortir des défis importants à relever :

- Le volume opérationnel est aujourd'hui trop faible pour nous permettre de financer durablement notre expertise et notre innovation. La composition des ressources de BSF a évolué depuis 2018 avec la baisse d'investissements transversaux qui avaient permis le décollage du programme Ideas Box notamment. L'immense majorité des ressources de BSF sont liées à des projets et nous devons augmenter le volume opérationnel (et de facto

les ressources issues des frais administratifs) de l'association pour pouvoir maintenir le niveau de services support actuel. Revenir voire dépasser le volume opérationnel de 2018 est un enjeu fort pour 2020, ce qui devrait être le cas avec le démarrage de projets importants au premier semestre.

- La recherche de financements transversaux (non dédiés) est également un enjeu important afin de renforcer nos fonds associatifs, limiter les risques et dégager des marges de manoeuvre pour investir dans la recherche et le développement, qui demeurent des éléments clés de l'ADN de BSF. C'est dans cet esprit que nous avons développé un nouveau "support" de fundraising en 2019 avec la création du Lab qui réunit les directions de l'éducation et du numérique autour de grands projets de R&D, à commencer par le chantier sur l'internet offline.
- La nécessité d'avoir des outils de pilotage plus fiables et partagés au sein du COMEX et du CA, en particulier en matière de prévision d'atterrissage et de gestion de la trésorerie. De nouveaux outils seront mis en oeuvre dès le premier trimestre 2020 afin de mieux capturer les trajectoires financières de l'année.

... Mais de fortes opportunités se dessinent

Les turbulences rencontrées en 2019 nous ont obligé à accélérer les chantiers de rationalisation des coûts que nous avons entrepris. Ceux-ci, en particulier la diminution du volume RH, vont continuer à porter leurs fruits en 2020.

Par ailleurs, nous l'avons dit, plusieurs financements importants ont été négociés en 2019 et seront signés au cours de l'année 2020 (au moins 2 contrats supérieurs à 1,5M€). Ces contrats montrent que notre voix porte aujourd'hui auprès des grands bailleurs institutionnels. Surtout, ils témoignent d'une étape importante franchie en matière d'industrialisation en interne qui permet de déployer à large échelle avec des coûts beaucoup plus faibles (en particulier grâce aux outils informatiques créés pour déployer les serveurs Ideas Cube et les Ideas Box).

Autres éléments positifs, les investissements consentis en 2019 vont atteindre un bon rendement

en 2020. D'ores et déjà, ils permettent de dégager de la trésorerie (environ 100k€ à l'année).

Enfin, on l'a souligné précédemment, la croissance externe de BSF (à travers son réseau d'associations nationales, l'entreprise Kajou ou encore la Fondation pour le partage de la connaissance) est forte et offre des promesses intéressantes en matière d'hybridation des ressources dans le futur.

BSF est à un tournant de son histoire : après une phase de croissance importante elle a atteint un palier qui est en deçà de son point d'équilibre. Dans

le même temps, l'organisation s'est profondément transformée pour être capable de délivrer à beaucoup plus grande échelle. L'objectif est désormais de retrouver la voie de la croissance, avec un budget en hausse dès 2020 et une ambition à 5 ans de multiplier par 5 notre volume opérationnel.

Julien Sérignac
Trésorier

Etats financiers

Rapport du Commissaire aux Comptes

Bilan

Compte de résultat

**BIBLIOTHEQUES SANS
FRONTIERES**

Association Loi 1901
Siège social : 6-8 rue de Valmy - 93100 MONTREUIL

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2019

A l'assemblée générale,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association BIBLIOTHEQUES SANS FRONTIERES relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration le 7 mai 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinionRéférentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « Changement de méthode » de l'annexe des comptes annuels concernant le fait de valoriser le stock de livres sur la base de son coût d'acquisition. Ce changement de méthode induit un impact sur les fonds associatifs de 478 421,73 €. La variation de stocks de l'année s'élève quant à elle à 221 486,94 €.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Nous avons examiné les calculs et les hypothèses retenues pour évaluer le solde des subventions à recevoir au 31 décembre 2019.

Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons revu l'approche utilisée par l'association et, sur la base des éléments disponibles lors de nos travaux, nous nous sommes assurés du caractère raisonnable des estimations retenues par l'association au 31 décembre 2019.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

La note « *Evènements postérieurs à la clôture* » de l'annexe explique notamment pourquoi le Conseil d'Administration a maintenu le principe comptable de continuité d'exploitation lors de l'arrêté des comptes, dans le contexte actuel d'épidémie de Covid 19. Nous avons été conduits à examiner les éléments qui ont conduit l'association à adopter cette position, et nous nous sommes assurés du caractère raisonnable des hypothèses retenues.

Sur la base de nos travaux et des informations qui nous ont été communiquées à ce jour, et dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par l'association, nous estimons que la note de l'annexe donne une information appropriée sur la situation de l'association.

Vérification du rapport moral et d'activité et des autres documents adressés aux membres

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels. S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêté des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'assemblée appelée à statuer sur les comptes.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration de l'association.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 25 mai 2020

PRAXOR AUDIT

Florent GEBERT
Gerant

Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2019			31/12/2018
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Concessions brevets droits similaires	93 676,80	37 470,72	56 206,08	74 941,44
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles	351 785,95	75 029,46	276 756,49	16 911,20
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques ,mat. et outillage indus.	6 110,82	6 110,82		368,40
	Autres immobilisations corporelles	155 105,52	71 137,63	83 967,89	17 785,14
	Immobilisations grevées de droits				
	Immobilisations en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
Participations évaluées selon mise en équival.					
Autres participations	6 000,00		6 000,00		
Créances rattachées à des participations					
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres immobilisations financières	71 885,10		71 885,10	54 132,07	
	TOTAL (I)	684 564,19	189 748,63	494 815,56	164 138,25
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements	111 594,00		111 594,00	98 220,00
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises	699 890,67		699 890,67	
	Avances et Acomptes versés sur commandes	2 549,32		2 549,32	
	CREANCES (3)				
	Créances usagers et comptes rattachés	209 581,88	645,04	208 936,84	181 889,49
	Autres créances	662 143,54	4 000,00	658 143,54	1 070 720,70
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	152,50		152,50	152,50
DISPONIBILITES	612 820,51		612 820,51	622 747,23	
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	34 679,31		34 679,31	59 919,88
	TOTAL (II)	2 333 411,73	4 645,04	2 328 766,69	2 033 649,80
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
TOTAL ACTIF (I à VI)		3 017 975,92	194 393,67	2 823 582,25	2 197 788,05
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an				71 885,10	54 132,07
(3) dont à plus d'un an					
ENGAGEMENTS RECUS					
Legs nets à réaliser : - acceptés par les organes statutairement compétents			- autorisés par l'organisme de tutelle		
Dons en nature restant à vendre					

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

31/12/2019

31/12/2018

		31/12/2019	31/12/2018
Fonds associatifs	Fonds propres		
	Fonds associatifs sans droit de reprise <i>Dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés, subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables</i>		
	Ecart de réévaluation		
	Réserves	102 664,38	102 664,38
	Report à nouveau	478 987,15	51 992,80
	Résultat de l'exercice	(460 023,97)	(51 427,38)
	Total des fonds propres	121 627,56	103 229,80
	Autres fonds associatifs		
	Fonds associatifs avec droit de reprise - Apports - Legs et donations - Subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables		
	Résultats sous contrôle de tiers financeurs Droits des propriétaires Ecart de réévaluation Subventions d'investissement sur biens non renouvelables Provisions réglementées		
	Total des autres fonds associatifs		
	Total des fonds associatifs	121 627,56	103 229,80
Provisions	Provisions pour risques Provisions pour charges		
	Total des provisions		
Fonds dédiés	Aux fondations abritées Sur subventions de fonctionnement Sur dons manuels affectés Sur legs et donations affectés	1 095 283,88	1 648 361,00
	Total des fonds dédiés	1 095 283,88	1 648 361,00
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	705 683,09	
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	275 259,27	207 493,27
	Dettes fiscales et sociales	236 146,21	235 049,88
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés Autres dettes	389 582,24	3 654,10
	Produits constatés d'avance		
	Total des dettes	1 606 670,81	446 197,25
	Ecart de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	2 823 582,25	2 197 788,05
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	(460 023,97)	(51 427,38)
	(1) Dont à moins d'un an	906 670,81	446 197,25
	(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	5 683,09	
ENGAGEMENTS DONNES			

Compte de Résultat

Etat exprimé en euros

		31/12/2019	31/12/2018
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises , de produits fabriqués	661 389,75	621 780,81
	Prestations de services	204 359,26	190 310,55
	Productions stockée		
	Production immobilisée		
	Subventions d'exploitation	3 451 616,11	4 673 103,14
	Dons	355 049,72	288 727,21
	Cotisations	785,00	3 550,20
	Legs et donations		
	Autres produits de gestion courante	4 839,23	6 295,32
	Reprises sur provisions et amortissements , transfert de charges	(6 417,90)	8 006,36
	Autres produits		
	Total des produits d'exploitation	4 671 621,17	5 791 773,59
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats	502 327,32	712 083,57
	Variation de stock	(234 842,94)	33 635,00
	Autres achats et charges externes	1 640 269,05	1 694 940,34
	Impôts, taxes et versements assimilés	239 637,55	193 750,71
	Rémunération du personnel	1 817 163,91	2 209 623,92
	Charges sociales	716 466,26	919 818,18
	Subventions accordées par l'association	885 383,50	351 151,11
	Dotation aux amortissements et dépréciations	69 731,17	47 554,21
	Dotation aux provisions		
	Autres charges	3 103,53	3 019,35
	Total des charges d'exploitation	5 639 239,35	6 165 576,39
	1 - RESULTAT COURANT NON FINANCIER	(967 618,18)	(373 802,80)
Produits financiers Charges financières	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Intérêts et produits financiers	12 692,56	7 339,89
	Dotation aux amortissements et aux dépréciations		
	Intérêts et charges financières	34 076,89	27 334,37
	2 - RESULTAT FINANCIER	(21 384,33)	(19 994,48)
	3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (1 + 2)	(989 002,51)	(393 797,28)
	Produits exceptionnels		4 718,99
	Charges exceptionnelles	24 098,58	5 236,09
	4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL	(24 098,58)	(517,10)
	Impôts sur les sociétés		
	(+) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs	1 648 361,00	1 991 248,00
	(-) Engagements à réaliser sur ressources affectées	1 095 283,88	1 648 361,00
	TOTAL DES PRODUITS	6 332 674,73	7 795 080,47
	TOTAL DES CHARGES	6 792 698,70	7 846 507,85
	EXCEDENT ou DEFICIT	(460 023,97)	(51 427,38)
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	PRODUITS	420 145,55	734 796,32
	Bénévolat	93 913,55	101 276,32
	Prestations en nature		
	Dons en nature	326 232,00	633 520,00
	CHARGES	420 145,55	734 796,32
	Secours en nature		
	Mise à disposition gratuite de biens et services	326 232,00	633 520,00
	Personnel bénévole	93 913,55	101 276,32

Annexes des comptes

1. Règles et méthodes comptables du bilan

1.1. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de réalisation (prix d'achat et frais accessoires, hors coûts de formation). Elles sont généralement amorties sur une période comprise entre 3 et 5 ans, selon le mode linéaire.

Le traitement spécifique des immobilisations relatives à la collecte de rue

En 2019, BSF a engagé ONG Conseil pour le service de recrutement de nouveaux donateurs dans les rues de différentes villes en France. Ces donateurs s'engagent à faire des dons mensuels à partir de 10 EUR chaque mois. Pour ce service, BSF s'est engagé à payer les heures passées dans la rue par l'équipe d'ONG Conseil.

Il y a eu 7 campagnes de recrutement différentes en 2019, dont la première en mars 2019. Le nombre total d'heures passées pour chaque campagne varie de l'une à l'autre, comme présenté dans le tableau ci-dessous :

	DATE	NOMBRE D'HEURES	COÛT (EUR)
1	Mars 2019	1317	80 185
2	Mai 2019	271	16 512
3	Mai 2019	946	57 591
4	Juin 2019	366	22 264
5	Juillet 2019	973	59 209

6	Octobre 2019	589	35 864
7	Novembre 2019	424	25 800
TOTAL			297 425

Le total facturé par ONG Conseil pour leur travail de 2019 est de 297.425 EUR. Le coût de chaque campagne est donc calculé au prorata des heures passées pour chaque campagne.

Selon notre analyse, le taux de rétention des donateurs recrutés par ce canal est d'environ 96%, soit une perte moyenne de 4% des donateurs par mois. Un total de 1.949 donateurs a été recruté en 2019. D'après notre analyse mensuelle et d'après les projections faites par ONG Conseil sur des centaines de campagnes, la perte moyenne la plus élevée de donateurs pour une campagne donnée d'un mois à l'autre est de 19%. En arrondissant ce chiffre, nous avons décidé que le taux de 20% est suffisamment prudent pour amortir cette dépense afin de représenter le coût par rapport au montant des dons reçus via les campagnes de 2019.

Nous avons donc appliqué 20% au coût de chaque campagne, au prorata du nombre de mois pendant lesquels les donateurs ont fait des dons depuis leur recrutement. Cela représente un total de 29.459 EUR de dotations aux amortissements et provisions (DAP) pour 2019. Le coût global ayant été comptabilisé en immobilisations incorporelles.

1.2 Immobilisations corporelles

Terrains	Non amortis
Bâtiment d'activités – Structure	20-60
Bâtiment administratif – Structure	10-40
Bâtiment d'activités – Façade	15-20
Logement – Structure / Façade	20-50
Bâtiment administratif – Structure	30
Garage – Construction	20
Bâtiment d'activités – Equipements techniques	15-20
Bâtiment administratif – Equipements techniques	10-30
Bâtiment d'activités – Installations générales	10-20
Bâtiment administratif – Installations générales	10-30
Bâtiment d'activités – Agencements / Aménagements	20
Bâtiment administratif – Agencements / Aménagements	5-30
Logement – Equipements techniques	15-20
Logement – Installations générales	10-20
Honoraires sur travaux	40
Matériels de bureau et informatique	2-15
Matériels de Transport	10
Mobilier	5-25

Les immobilisations situées en France sont évaluées à leur coût d'acquisition selon les dispositions du Règlement CRC n° 2004-06 (prix d'achat et frais accessoires).

Elles sont amorties suivant le mode linéaire sur la durée réelle d'utilisation prévue de chaque élément.

Les dotations aux amortissements qui en découlent figurent en dotations aux amortissements d'exploitation dans le compte de résultat.

Les véhicules et les ordinateurs, qui subissent une usure accélérée, ainsi que les constructions et équipements, qui n'ont pas vocation à être conservés, sont comptabilisés directement dans les comptes de charges des pays d'interventions.

1.3 Stocks

Les stocks concernent principalement les stocks de matériel et outils (Ideas Box, Ideas Cube, matériel informatique, etc.) dédiés aux projets. Une nouveauté cette année est la valorisation du stock de livres qui constitue un actif important de BSF.

Stocks de matières et de marchandises

Ils concernent les marchandises entreposées par BSF et ses partenaires logistiques (en particulier Bioport) et destinées à être utilisées sur les terrains d'intervention de BSF. Ils se composent de stocks de marchandises et d'outils propres aux activités de BSF. La grande majorité de ce stock est composé des Ideas Box et des Ideas Cube.

Le traitement spécifique du stock de livres

Jusqu'à l'année 2019, les livres collectés par Bibliothèques Sans Frontières n'ont jamais été formellement intégrés dans les comptes de l'association. Jusque-là, le stock faisait l'objet d'une mention dans l'annexe financière et les livres étaient valorisés à 1€ l'unité, conformément au calcul qui a été admis par la société d'assurance qui couvre notre stock.

L'année 2019 marque néanmoins un tournant dans la politique de collecte et de traitement des livres au sein de la base logistique. Un investissement important a été consenti cette année et un prêt contracté auprès de plusieurs banques (à hauteur de 250K€) pour développer l'activité de collecte de livres, notre capacité de redistribution à travers des dotations à des organisations tiers (ces dotations sont généralement subventionnées par des bailleurs) ainsi que notre force de vente sur le marché de l'occasion.

La conséquence directe de ces investissements est l'accélération des collectes qui aboutit à une augmentation importante de notre stock (de

868.279 livres fin 2018 à 1.270.219 livres fin 2019).

Ce stock, même s'il ne fait pas l'objet d'un achat mais résulte de dons d'individus et de personnes morales, constitue un actif important de l'association, sa valeur future variant entre 2€ par livres pour les dotations subventionnées à un prix minimum de 5€ pour les livres vendus.

Dans ce cadre, il nous semble souhaitable que la comptabilité de l'association reflète de manière plus sincère ce stock et ses variations annuelles. Nous proposons ici une méthode de calcul pour son intégration dans la comptabilité de BSF.

	Volume	Valeur
Stock au 31/12/2018	868 279	478k€
Total entrées (collecte)	720 000	396k€
Sorties du stock*	-267 400	-147k€
Vente en ligne	-19 500	-10k€
Ventes braderies	-31 160	-17k€
Stock au 31/12/2019	1 270 219	699k€
Variation de stock	401 940	221k€

* Sont comptabilisés comme sortie : les donations de livres pour les projets de BSF et les partenaires et les livres recyclés.

Si l'acquisition du stock se fait, au travers des dons, à titre gratuit, un certain nombre de coûts relatifs au processus d'acquisition peuvent être opposés :

- l'acquisition des futurs donateurs (marketing),
- la coordination des collectes,
- la collecte en elle-même,
- le tri et les coûts afférents à la location de la plateforme logistique nécessaire à l'organisation de ce tri ;
- le recyclage d'une partie des livres collectés ne correspondant pas aux critères de sélection,
- l'intégration des livres retenus dans notre catalogue (ou sur les marketplaces en ligne pour la vente).

C'est cette somme de coûts qui nous permet de valoriser la valeur unitaire d'un livre dans le stock. La valeur unitaire par livre pour la période 2018-2019 est évaluée à 0,551€ / livre.

MÉTHODE DE CALCUL DU STOCK DE LIVRES

Poste	Détail	Coût opposable
Ressources humaines		260 413
Personnel collecte et référencement dans le stock	2,5 ETP (manutention collecte)	102 959
Personnel coordination	0,8 ETP	48 271
Personnel support	0,9 ETP support (organisation des collectes, support	

	administratif, etc.)	46 273
Personnel communication et marketing	1 ETP (communication grand public et collectes événements (collecte FNAC + collectes en entreprises)	62 910
Loyer & Entretien Locaux	85% de l'entrepôt dédié à la gestion des stocks arrivants	100 800
Matériel	Fournitures, matériel de stockage, logiciels, machines, etc	25 350
Hebergement catalogue		1 100
Autres coûts de fonctionnement		9 080
Matériel de communication	Communication web, flyers et autres impressions	1 035
Coûts de collecte	Frais de camion, essences, etc.	7 280
Télésurveillance		765
Total		396 743
Nombre de livres collectés en 2019		720 000
Coût d'acquisition par livre		0,551€

1.4 Charges constatées d'avance

conversion qui impliquent leur comptabilisation en gains et / ou pertes de change.

2.5 Créances

Les créances sont enregistrées à leur valeur nominale.

Les placements souscrits en devises étrangères, les avoirs en devises détenus en France et à l'étranger (comptes bancaires et caisses) sont valorisés aux taux moyens officiels du mois de l'opération. Il en résulte des écarts de change passés en gains et / ou pertes de change au compte de résultat.

2.6 Conversion de devises étrangères

Les créances et les dettes en devises sont valorisées aux taux moyens officiels à la date de comptabilisation. Il en résulte des écarts de

2.7 Disponibilités

Les disponibilités sont composées des comptes de banques et caisses.

Les dons versés en chèques datés de l'exercice de clôture et reçus jusqu'en janvier de l'année suivante inclus, sont rattachés aux recettes de

l'exercice clos et inscrits en produits à recevoir à la clôture de l'exercice.

2.8 Fonds dédiés

Les fonds dédiés sont comptabilisés conformément aux dispositions du règlement 99-01 du CRC. Lorsque des fonds des bailleurs sont affectés à des projets définis, la partie des ressources non utilisée en fin d'exercice est inscrite en charges sous la rubrique «Engagements à réaliser sur ressources affectées», afin de constater l'engagement pris par BSF de poursuivre la réalisation desdites volontés, avec comme contrepartie au passif du bilan la rubrique « Fonds dédiés »

Le montant des fonds dédiés est repris, au fur et à mesure de l'utilisation des fonds, par la contrepartie du compte «Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs», inscrit au compte de résultat.

La pratique ci-dessus est un exercice important pour assurer à nos bailleurs de fonds que leurs fonds sont utilisés conformément aux spécifications des subventions, et que les fonds reçus par BSF ne sont pas mélangés pour une utilisation inéligible.

2.9 Provisions pour risques et charges

BSF applique les règles de constitution et d'évaluation des provisions pour risques et charges (CRC n°2000-06). Ces provisions permettent de couvrir un risque ou une charge dont l'échéance ou le montant ne sont pas fixés de façon précise.

Ainsi une provision est comptabilisée à la clôture si BSF a une obligation légale, contractuelle ou implicite à l'égard d'un tiers et dont il est probable qu'elle générera une sortie de ressources sans contre-partie future attendue.

Les montants provisionnés correspondent à la meilleure estimation des ressources nécessaires à l'extinction des obligations. Les provisions pour

litiges sont déterminées sur la base de chaque dossier en fonction des procédures en cours, des réclamations formalisées et de leurs probabilités de réalisation.

3. Règles et méthodes comptables du compte de résultat

3.1 Présentation du compte de résultat

Le modèle de compte de résultat adopté par BSF est conforme au règlement 99-01 du CRC relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations

Le compte d'emploi des ressources complète la lecture de l'utilisation des fonds confiés à BSF.

3.2 Dons, legs et subventions

Les actifs reçus en legs et donations sont réalisés et les produits correspondants comptabilisés en résultat. Les legs et subventions sont comptabilisés en produits d'exploitation et rattachés à l'exercice.

Les dons constituent une ressource importante de BSF, ce qui leur confère un caractère de produit d'exploitation non exceptionnel.

3.3 Engagements à réaliser sur ressources affectées et report des ressources affectées non utilisées des exercices antérieurs

Les sommes inscrites sous la rubrique «Engagements à réaliser sur ressources affectées» correspondent à l'augmentation du poste bilanciel « Fonds dédiés ». Elles sont reprises en produits au compte de résultat au

cours des exercices suivants, au rythme de la réalisation des engagements, par le crédit du compte « Report des ressources affectées non utilisées des exercices antérieurs » générant la diminution du poste bilanciel «Fonds dédiés» .

5. Détail du bilan et du compte de résultat au 31 décembre 2019

4. Règles et méthodes comptables du hors bilan

Il s'agit de contributions réalisées par une personne physique ou morale apportant à BSF un travail, des biens ou services à titre gratuit nécessaires à la réalisation de l'objet de l'association. Les principales contributions volontaires dont bénéficie BSF correspondent à :

- Du bénévolat
- Des dons de livres

Compte tenu des difficultés rencontrées pour obtenir l'exhaustivité et l'homogénéité des contributions concernées, BSF n'en comptabilise qu'une partie dans ses comptes. Néanmoins, par voie déclarative, les terrains reportent en fin d'exercice l'ensemble des biens et/ou prestations de services dont ils ont bénéficié au cours de l'exercice à titre gratuit. Ces renseignements quantitatifs, lorsqu'ils sont suffisamment fiables, sont donnés à titre informatif dans l'annexe des comptes.

Les dons de livres connaissent une évolution substantiel de leur traitement comptable cette année avec la valorisation du stock. Ainsi, les dons ne sont plus comptés dans les contributions volontaires en nature mais sont valorisées dans le stock à travers une méthode de calcul des coûts opposables à leur collecte (cf. point 2.3)

Détail de l' Actif

Etat exprimé en euros

	01/01/2019 31/12/2019	12,00 mois	01/01/2018 31/12/2018	12,00 mois	Variations	%
TOTAL II - Actif Immobilisé NET	494 815,56	17,52	164 138,25	7,47	330 677,31	201,46
Concessions brevets et droits similaires	56 206,08	1,99	74 941,44	3,41	(18 735,36)	-25,00
205000 CONCESSIONS ET BREVETS	93 676,80	3,32	93 676,80	4,26		
280500 CONCESSIONS LICENCES BREVETS	(37 470,72)	-1,33	(18 735,36)	-0,85	(18 735,36)	-100,00
Autres immobilisations incorporelles	276 756,49	9,80	16 911,20	0,77	259 845,29	N/S
208000 AUTRES IMMOBILISATIONS	297 425,95	10,53			297 425,95	
208100 CREATION SITE WEB	37 080,00	1,31	37 080,00	1,69		
208110 CREATION APPLICATION	17 280,00	0,61	17 280,00	0,79		
290800 AUTRES IMMOB. INCORP.	(29 459,06)	-1,04			(29 459,06)	
280810 AMT SITE WEB	(28 290,40)	-1,00	(20 874,40)	-0,95	(7 416,00)	-35,53
280811 AMT COUT DVMPT APPLI	(17 280,00)	-0,61	(16 574,40)	-0,75	(705,60)	-4,26
Installations techniques, matériel et outillage			368,40	0,02	(368,40)	-100,00
215000 MATERIEL ET OUTILLAGE	6 110,82	0,22	6 110,82	0,28		
281500 INST ALL. MAT OUTILL. INDUST.R.	(6 110,82)	-0,22	(5 742,42)	-0,26	(368,40)	-6,42
Autres immobilisations corporelles	83 967,89	2,97	17 785,14	0,81	66 182,75	372,12
218100 INSTALLATIONS GENERALES	6 120,00	0,22	6 120,00	0,28		
218107 INSTALLATIONS GENERALES - DIV	53 495,00	1,89	5 195,00	0,24	48 300,00	929,74
218200 MATERIEL DE TRANSPORT	15 917,97	0,56	15 917,97	0,72		
218207 MATERIEL DE TRANSPORT	11 143,96	0,39	11 143,96	0,51		
218300 MATERIEL DE BUREAU & INFO	37 499,09	1,33	37 499,09	1,71		
218357 MATERIEL ENTREPOT	30 929,50	1,10			30 929,50	
281810 AMT INSTALLATIONS GE	(3 528,89)	-0,12	(2 633,69)	-0,12	(895,20)	-33,99
281817 AMORT INST ALL GENE	(4 489,31)	-0,16	(51,95)		(4 437,36)	N/S
281820 AMORTIS.MATERIEL TRANSPORT	(15 917,97)	-0,56	(14 473,49)	-0,66	(1 444,48)	-9,98
281827 AMORT MAT TRANSP	(8 760,38)	-0,31	(6 531,59)	-0,30	(2 228,79)	-34,12
281830 AMORTIS.MAT.ET MOB.DE BUREAU	(36 416,94)	-1,29	(34 400,16)	-1,57	(2 016,78)	-5,86
281837 AMORT.MAT.ENTREPOT	(2 024,14)	-0,07			(2 024,14)	
Autres participations	6 000,00	0,21			6 000,00	
261107 PARTS SOCIALES LABEL EMMAUS	1 000,00	0,04			1 000,00	
261200 PARTICIPATION KAJOU	5 000,00	0,18			5 000,00	
Autres immobilisations financières	71 885,10	2,55	54 132,07	2,46	17 753,03	32,80
275000 DEPOT DE GARANTIE SIEGE	49 132,25	1,74	48 472,80	2,21	659,45	1,36
275007 DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS	14 370,00	0,51			14 370,00	
275010 DEPOT GARANTIE ST MARTIN	600,00	0,02			600,00	
275050 DEPOT GARANTIE BELGIQUE	2 200,00	0,08	2 200,00	0,10		
275100 DEPOTS DE GARANTIE TELEPHONES	445,00	0,02	445,00	0,02		
275200 CAUTIONS DIVERSES HAITI	691,57	0,02	691,57	0,03		
275300 CAUTION TOTAL	300,00	0,01	300,00	0,01		
275400 CAUTION BURUNDI	331,65	0,01	2 022,70	0,09	(1 691,05)	-83,60
275550 CAUTION BANGLADESH	3 814,63	0,14			3 814,63	
TOTAL III - Actif Circulant NET	2 328 766,69	82,48	2 033 649,80	92,53	295 116,89	14,51
Matières premières, approvisionnements	111 594,00	3,95	98 220,00	4,47	13 374,00	13,62
311000 STOCKS MATIERES PREMIERES	111 594,00	3,95	98 220,00	4,47	13 374,00	13,62
Marchandises	699 890,67	24,79			699 890,67	
372000 STOCKS MP - DONS	671 940,64	23,80			671 940,64	
372007 STOCKS MP - DONS	27 950,03	0,99			27 950,03	
Avances & acomptes versés sur commandes	2 549,32	0,09			2 549,32	
409100 FOURNISSEURS DEBITEURS	1 709,32	0,06			1 709,32	
409107 FRS - AV ET AC VERSES	840,00	0,03			840,00	

Détail de l' Actif

Etat exprimé en euros

		01/01/2019 31/12/2019	12,00 mois	01/01/2018 31/12/2018	12,00 mois	Variations	%
Créances clients, usagers et comptes rattachés		208 936,84	7,40	181 889,49	8,28	27 047,35	14,87
041D	Collectif clients débiteurs	133 090,48	4,71	176 880,83	8,05	(43 790,35)	-24,76
411007	Collectif client	75 846,36	2,69	543,66	0,02	75 302,70	N/S
416000	CLIENTS DOUTEUX	645,04	0,02	645,04	0,03		
418107	CLIENTS - FAE			4 465,00	0,20	(4 465,00)	-100,00
491000	PROVISIONS CLIENTS DOUTEUX	(645,04)	-0,02	(645,04)	-0,03		
Autres créances		658 143,54	23,31	1 070 720,70	48,72	(412 577,16)	-38,53
040D	Collectif fournisseurs débiteurs	10 761,12	0,38	9 589,17	0,44	1 171,95	12,22
409800	AVOIRS A RECEVOIR	650,00	0,02			650,00	
421007	SALAIRE MOUHSSINE ISSAM	7 179,80	0,25	7 179,80	0,33		
421LAURENT	SALAIRE LAURENT CHLOE	1 908,64	0,07	1 908,64	0,09		
421MURAT	SALAIRE MURAT FREDERIC	16,00				16,00	
421TOUSLIO	SALAIRE TOUS-LION MARINE	4 143,83	0,15	4 143,83	0,19		
437000	TICKETS REST AURANT	4 037,32	0,14	17 680,00	0,80	(13 642,68)	-77,16
437600	M COMME MUTUELLE	3 551,51	0,13	55,19		3 496,32	N/S
437807	TICKETS REST AURANT	1 432,00	0,05	1 432,00	0,07		
438100	INDEMNITES JOURNALIERES			93,09		(93,09)	-100,00
444007	IMPOTS SUR LES BENEFICES	5 764,00	0,20	5 764,00	0,26		
445627	TVA DED SIMMOS			1 039,00	0,05	(1 039,00)	-100,00
445667	TVA DED SABS			16 099,31	0,73	(16 099,31)	-100,00
445677	CREDIT TVA CA12	39 787,00	1,41			39 787,00	
445867	TVA SFNP	145,83	0,01			145,83	
448000	TAXE S/SALAIRES			12 025,00	0,55	(12 025,00)	-100,00
467001	AVANCES DIVERSES (PERDIEM)	52,79		200,80	0,01	(148,01)	-73,71
467025	PER DIEM SECU	635,60	0,02	761,06	0,03	(125,46)	-16,48
467100	REMBOURSEMENT FRAIS ST AG/SCIVI			75,84		(75,84)	-100,00
467121	D/C LWB BELGIQUE			17 000,00	0,77	(17 000,00)	-100,00
467122	D/C BUREAU CANADA	2 200,00	0,08			2 200,00	
467127	BSF Montreuil	2 423,40	0,09	4 423,40	0,20	(2 000,00)	-45,21
467137	CHEQUES IMPAYES	98,50		22,50		76,00	337,78
467440	D/C AVANCES COLOMBIE	1 513,10	0,05	22 267,00	1,01	(20 753,90)	-93,20
467750	AVANCES D/C TERRAIN BANGLADESH	121,95				121,95	
467800	AVANCES JORDANIE - D/C	333,77	0,01	384,73	0,02	(50,96)	-13,25
467910	D/C LWB - USA	29 409,11	1,04	29 409,11	1,34		
467920	VIREMENT COLOMBIE (2017)	6 127,23	0,22	6 127,23	0,28		
467950	CPTÉ COURANT BELGIQUE	222,00	0,01			222,00	
468700	PRODUITS A RECEVOIR	539 629,04	19,11	917 040,00	41,73	(377 410,96)	-41,16
496700	Prov. dépr. Autres Comptes Déb	(4 000,00)	-0,14	(4 000,00)	-0,18		
Valeurs mobilières de placement		152,50	0,01	152,50	0,01		
501000	PARTS SOCIALES CREDIT COOPERAT	152,50	0,01	152,50	0,01		
Disponibilités		612 820,51	21,70	622 747,23	28,34	(9 926,72)	-1,59
512100	LCL	1 097,14	0,04	43 890,42	2,00	(42 793,28)	-97,50
512101	CREDIT COOPERATIF	391 406,17	13,86	468 744,96	21,33	(77 338,79)	-16,50
512102	CREDIT COOPERATIF ENABEL	104 430,00	3,70			104 430,00	
512107	CREDIT COOPERATIF	10,68		488,42	0,02	(477,74)	-97,81
512110	BRED	30 883,36	1,09			30 883,36	
512111	VERITAS - CB Bangladesh	1 625,88	0,06			1 625,88	
512112	VERITAS - CB MISSION	12,85				12,85	
512207	BNP	24 184,15	0,86	3 905,73	0,18	20 278,42	519,20
512300	LIVRET A			0,29		(0,29)	-100,00
512407	PAYPAL			44,35		(44,35)	-100,00
512420	BANQUE BURUNDI (BIF)	18 688,62	0,66	15 118,13	0,69	3 570,49	23,62
512440	BANQUE BURUNDI (EURO)	12 201,53	0,43	201,57	0,01	11 999,96	N/S
512720	BANQUE JORDANIE (JOD)	4 470,37	0,16	5 298,09	0,24	(827,72)	-15,62
512730	BANQUE COLOMBIE (COP)			66 975,19	3,05	(66 975,19)	-100,00
512900	COMPTE HIPAY	171,85	0,01	171,85	0,01		
530000	CAISSE SIEGE (EUR)	5 621,78	0,20	1 540,66	0,07	4 081,12	264,89
530100	CAISSE SIEGE (USD BIF JOD GBP)	2 900,19	0,10	6 969,21	0,32	(4 069,02)	-58,39

Détail de l' Actif

Etat exprimé en euros		01/01/2019 31/12/2019	12,00 mois	01/01/2018 31/12/2018	12,00 mois	Variations	%
530101	CAISSE SIEGE CFA (XAF-XOF)	24,24		406,15	0,02	(381,91)	-94,03
530102	CAISSE BORDEAUX (EUR)			50,05		(50,05)	-100,00
530103	CAISSE LILLE (EUR)			422,57	0,02	(422,57)	-100,00
530104	CAISSE MARSEILLE (EUR)			165,88	0,01	(165,88)	-100,00
530105	CAISSE NANCY (EUR)			2,14		(2,14)	-100,00
530106	CAISSE SAINT MARTIN	1 472,30	0,05			1 472,30	
531007	CAISSE	2 194,08	0,08	385,78	0,02	1 808,30	468,74
534000	CAISSE COLOMBIE (COP)			14,82		(14,82)	-100,00
535000	CAISSE JORDANIE (JOD)	403,15	0,01	199,26	0,01	203,89	102,32
535100	CAISSE JORDANIE (EUR)	38,43		38,43			
535200	CAISSE JORDANIE (LBP)	187,01	0,01	180,74	0,01	6,27	3,47
535300	CAISSE JORDANIE (IQD)	35,51		34,32		1,19	3,47
535400	CAISSE JORDANIE USD	115,40		14,05		101,35	721,35
537100	CAISSE BURUNDI (USD)	6 818,72	0,24	601,54	0,03	6 217,18	N/S
537101	CAISSE SECU BURUNDI USD	908,68	0,03			908,68	
537200	CAISSE BURUNDI (BIF)	1 319,35	0,05	459,10	0,02	860,25	187,38
537201	CAISSE SECU BURUNDI BIF	242,19	0,01	274,68	0,01	(32,49)	-11,83
537300	CAISSE BURUNDI UGX	56,96		51,15		5,81	11,36
537400	CAISSE BURUNDI SHL TZN	41,45		37,13		4,32	11,63
537500	CAISSE BURUNDI EURO	17,00		60,00		(43,00)	-71,67
537600	CAISSE BURUNDI RWF	1 241,31	0,04	0,54		1 240,77	N/S
538100	CAISSE BANGLADESH EURO			4 450,00	0,20	(4 450,00)	-100,00
538200	CAISSE BANGLADESH BDT	0,16		1 550,03	0,07	(1 549,87)	-99,99
Charges constatées d'avance		34 679,31	1,23	59 919,88	2,73	(25 240,57)	-42,12
486000	CHARGES CONST ATEES D'AVANCE	33 322,45	1,18	59 919,88	2,73	(26 597,43)	-44,39
486007	FRS - CHARGES CONST ATEE D'AVAN	1 356,86	0,05			1 356,86	
TOTAL DUBILAN ACTIF		2 823 582,25	100,00	2 197 788,05	100,00	625 794,20	28,47

Détail du Passif

Etat exprimé en euros		01/01/2019 31/12/2019	12,00 mois	01/01/2018 31/12/2018	12,00 mois	Variations	%
Total des fonds associatifs		121 627,56	4,31	103 229,80	4,70	18 397,76	17,82
Total des fonds propres		121 627,56	4,31	103 229,80	4,70	18 397,76	17,82
Réserves		102 664,38	3,64	102 664,38	4,67		
AUTRES RESERVES		102 664,38	3,64	102 664,38	4,67		
Report à nouveau		478 987,15	16,96	51 992,80	2,37	426 994,35	821,26
REPORT A NOUVEAU		478 987,15	16,96	51 992,80	2,37	426 994,35	821,26
Excédent ou déficit de l'exercice		(460 023,97)	-16,29	(51 427,38)	-2,34	(408 596,59)	-794,51
Total des autres fonds associatifs							
TOTAL III - Total des Provisions							
Total des fonds reportés et dédiés		1 095 283,88	38,79	1 648 361,00	75,00	(553 077,12)	-33,55
Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		1 095 283,88	38,79	1 648 361,00	75,00	(553 077,12)	-33,55
FONDS DEDIES S/ SUBV FONCTION		1 095 283,88	38,79	1 648 361,00	75,00	(553 077,12)	-33,55
TOTAL IV - Total des dettes		1 606 670,81	56,90	446 197,25	20,30	1 160 473,56	260,08
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		705 683,09	24,99			705 683,09	
EMPRUNT ECOFI		200 000,00	7,08			200 000,00	
PRET BNP		250 000,00	8,85			250 000,00	
EMPRUNT BRED		250 000,00	8,85			250 000,00	
INTERETS COURUS CONCOURS BANCAIRES		4 605,37	0,16			4 605,37	
INTERETS COURUS SUR CONCOURS BANCAIRE		1 077,72	0,04			1 077,72	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		275 259,27	9,75	207 493,27	9,44	67 766,00	32,66
Collectif fournisseurs créditeurs		198 730,45	7,04	193 216,36	8,79	5 514,09	2,85
Collectif fournisseur		53 270,71	1,89	2 662,91	0,12	50 607,80	N/S
FACTURES A RECEVOIR		17 114,67	0,61	11 614,00	0,53	5 500,67	47,36
FRS - FACT NON PARVENUES		6 143,44	0,22			6 143,44	
Dettes fiscales et sociales		236 146,21	8,36	235 049,88	10,69	1 096,33	0,47
SALAIRE ROLLAND QUENTIN		354,79	0,01	354,79	0,02		
RBT NDF Hors Paie / Sal		4 860,27	0,17	610,49	0,03	4 249,78	696,13
RBT FRAIS HORS SALAIRE		123,07		20,48		102,59	500,93
DROITS ACQUIS CONGES PAYES		45 758,25	1,62	65 975,46	3,00	(20 217,21)	-30,64
Congés payés - provision		8 077,46	0,29	5 119,72	0,23	2 957,74	57,77
URSSAF PARIS / MONTREUIL		52 384,08	1,86	71 494,53	3,25	(19 110,45)	-26,73
SECURITE SOCIALE		4 916,94	0,17	4 783,86	0,22	133,08	2,78
CFE CAISSE FRANCAIS ETRANGER		8 411,00	0,30			8 411,00	
POLE EMPLOI EXPATRIES		777,72	0,03	2 242,24	0,10	(1 464,52)	-65,32
TICKETS RESTAURANT		1 432,00	0,05	1 432,00	0,07		
RETRAITE AG2R		15 270,52	0,54	17 010,07	0,77	(1 739,55)	-10,23
CAISSE RETRAITE SALA		1 320,22	0,05	1 044,30	0,05	275,92	26,42
RETRAITE Malakoff Yvelines		1 992,00	0,07	1 992,00	0,09		
PREVOYANCE CHORUM		3 756,15	0,13	4 409,82	0,20	(653,67)	-14,82
PREVOYANCE		408,22	0,01	304,87	0,01	103,35	33,90
AGESSA		2 409,00	0,09	1 032,73	0,05	1 376,27	133,27
MUTUELLE		4 174,55	0,15	1 126,89	0,05	3 047,66	270,45
MUTUELLE GAPI > EXPAT		2 396,85	0,08			2 396,85	
IJSS - SOLLIER		3 443,18	0,12			3 443,18	
CHG SOC / CP		22 481,04	0,80	27 972,46	1,27	(5 491,42)	-19,63
Ch soc congés payés - provisio		2 766,43	0,10	1 791,96	0,08	974,47	54,38
PRELEVEMENT A LA SOURCE - PAS		4 949,65	0,18			4 949,65	
PRELEVEMENT A LA SOURCE - PAS		278,91	0,01			278,91	

Détail du Passif

Etat exprimé en euros	01/01/2019	12,00	01/01/2018	12,00	Variations	%
	31/12/2019	mois	31/12/2018	mois		
CREDIT TVA CA12			1,00		(1,00)	-100,00
TVA COLLECTEE 20%			4 457,88	0,20	(4 457,88)	-100,00
TVA SFAE			402,00	0,02	(402,00)	-100,00
Autres impôts,taxes vests ass.	181,15	0,01	181,15	0,01		
TAXE SSALAIRES	11 441,00	0,41			11 441,00	
ETAT CHARGES A PAYER			70,12		(70,12)	-100,00
AGEFIPH TAXE HANDICAP	1 624,86	0,06			1 624,86	
FORMATION PRO	1 552,90	0,05	1 552,90	0,07		
FORMATION PROFESSIONNELLE	25 224,56	0,89	19 583,98	0,89	5 640,58	28,80
FORMATION PROF.	1 074,44	0,04	82,18		992,26	N/S
TAXE EFFORT DE CONSTRUCTION	2 305,00	0,08			2 305,00	
AUTRES DETTES	389 582,24	13,80	3 654,10	0,17	385 928,14	N/S
DEBIT'S CREDIT'S DIVERS	314 028,21	11,12	669,90	0,03	313 358,31	N/S
REMBOURSEMENT FRAIS ST AG/SCIVI	330,09	0,01			330,09	
REMBOURSEMENT FRAIS BENEVOLES			410,00	0,02	(410,00)	-100,00
BENEVOLES	119,60		2 574,20	0,12	(2 454,60)	-95,35
ERASMUS - 199ERA-EURCOM	66 317,00	2,35			66 317,00	
DIVERS - CHARGES A PAYER	8 787,34	0,31			8 787,34	
Total du passif	2 823 582,25	100,00	2 197 788,05	100,00	625 794,20	28,47

Détail du compte de résultat

Etat exprimé en euros

	01/01/2019 31/12/2019	12,00 mois	01/01/2018 31/12/2018	12,00 mois	Variations	%
Total des produits d'exploitation	4 670 836,17	100,00	5 788 223,39	100,00	(1 117 387,22)	-19,30
Ventes de marchandises	279 641,57	5,99	173 042,28	2,99	106 599,29	61,60
707007 VENTES LIVRES ET CONNEXES 20 %	17 264,13	0,37	4 151,22	0,07	13 112,91	315,88
707017 VENTES LIVRE ET CONNEXE 5,50 %	212 098,05	4,54	51 778,19	0,89	160 319,86	309,63
707027 VENTE LIVRE ET CONNEXES 2,10 %	1,76		69,04		(67,28)	-97,45
707100 VENTES DE LIVRES			71 445,00	1,23	(71 445,00)	-100,00
707907 VENTES LIVRE ET CONNEXES UE	50 279,13	1,08	45 598,83	0,79	4 680,30	10,26
709707 R.R.R. accordés / 707	(1,50)				(1,50)	
Production vendue - Prestations de services	120 523,44	2,58	136 167,50	2,35	(15 644,06)	-11,49
706100 PRESTATIONS SERVICES	75 580,00	1,62	110 708,00	1,91	(35 128,00)	-31,73
706107 PREST ANIMATIONS	6 000,00	0,13			6 000,00	
706117 PRESTATIONS SERVICES	2 850,96	0,06	3 704,50	0,06	(853,54)	-23,04
706200 FORMATION	36 092,48	0,77	21 755,00	0,38	14 337,48	65,90
Production vendue - Divers	465 584,00	9,97	502 881,58	8,69	(37 297,58)	-7,42
701100 VENTES PRODUIT FINI IDB	284 269,00	6,09	254 365,04	4,39	29 903,96	11,76
701300 VENTES PRODUIT FINI KOOMBOOK	97 479,18	2,09	194 373,49	3,36	(96 894,31)	-49,85
708000 REFACTURATION DIVERSES	69 169,65	1,48	46 935,38	0,81	22 234,27	47,37
708400 MISE A DISPOSITION DE PERSONNE	10 925,00	0,23			10 925,00	
708500 PORTS ET FRAIS			3 028,67	0,05	(3 028,67)	-100,00
708507 REFACTURATION FRAIS 20 %	2 741,17	0,06	2 179,00	0,04	562,17	25,80
708800 AUTRES PRODUITS ACCESSOIRES	1 000,00	0,02	2 000,00	0,03	(1 000,00)	-50,00
Subventions d'exploitation	3 451 616,11	73,90	4 673 103,14	80,73	(1 221 487,03)	-26,14
741000 SUBVENTIONS PUBLIQUES	980 712,53	21,00	94 406,25	1,63	886 306,28	938,82
741010 SUBVENT PUBLIQUES PAR	120 349,00	2,58	8 037,00	0,14	112 312,00	N/S
742000 SUBVENTIONS PRIVEES & MECENAT	2 882 976,54	61,72	4 362 240,04	75,36	(1 479 263,50)	-33,91
742010 SUBVENT PRIVEES & MECENAT PAR	(542 601,96)	-11,62	173 156,00	2,99	(715 757,96)	-413,36
743000 ASP	10 180,00	0,22	39 333,76	0,68	(29 153,76)	-74,12
743007 SUBVENTIONS EXPLOITATION			(4 069,91)	-0,07	4 069,91	100,00
Transfert de charges	(6 417,90)	-0,14	8 006,36	0,14	(14 424,26)	-180,16
791000 TRANSFERTS DE CHARGES	(6 480,30)	-0,14	7 924,92	0,14	(14 405,22)	-181,77
791007 TRANSFERT DE CHARGES	62,40		81,44		(19,04)	-23,38
Autres produits	359 888,95	7,71	295 022,53	5,10	64 866,42	21,99
758000 PROD DIVERS GESTION COURANTES	4 656,01	0,10	6 233,93	0,11	(1 577,92)	-25,31
758007 PDTs DE GESTION COURANTE	183,22		61,39		121,83	198,45
758100 DONS	233 648,72	5,00	247 102,32	4,27	(13 453,60)	-5,44
758110 DONS SEPA	134 691,00	2,88	35 147,00	0,61	99 544,00	283,22
758120 DONS PAR	(13 290,00)	-0,28	6 477,89	0,11	(19 767,89)	-305,16
Total des charges d'exploitation	5 625 871,04	120,45	6 152 154,77	106,29	(526 283,73)	-8,55
Achats de marchandises	41,40				41,40	
607100 ACHATS LIVRES / JOURNAUX	41,40				41,40	
Variation de stocks de marchandises	(221 468,94)	-4,74			(221 468,94)	
603700 VARIATION STOCKS	(194 647,91)	-4,17			(194 647,91)	
603707 VARIATION STOCKS	(26 821,03)	-0,57			(26 821,03)	
Achats de matières premières et fournitures	499 175,32	10,69	712 083,57	12,30	(212 908,25)	-29,90
601100 ACHAT MAT. PREM. IDEAS BOX	314 990,54	6,74	428 114,43	7,40	(113 123,89)	-26,42
601300 ACHAT MAT. PREM. KOOMBOOK IDC	129 129,32	2,76	230 625,24	3,98	(101 495,92)	-44,01
601400 ACHAT MATIERE PREMIERE PROJET	55 056,92	1,18	53 343,90	0,92	1 713,02	3,21
609100 R.R.R. obtenus / 601	(1,46)				(1,46)	

Détail du compte de résultat

Etat exprimé en euros

	01/01/2019 31/12/2019	12,00 mois	01/01/2018 31/12/2018	12,00 mois	Variations	%
Varition de stock matières premières	(13 374,00)	-0,29	33 635,00	0,58	(47 009,00)	-139,76
603190 STOCK FINAL MAT. PREMIERES	(13 374,00)	-0,29	33 635,00	0,58	(47 009,00)	-139,76
Achats d'autres approvisionnements	3 110,60	0,07			3 110,60	
602617 EMBALLAGES PERDUS	3 110,60	0,07			3 110,60	
Achats non stockés de matières et fournitures	84 939,76	1,82	89 459,47	1,55	(4 519,71)	-5,05
606107 EDF - GDF	2 856,52	0,06	1 102,72	0,02	1 753,80	159,04
606110 ELECTRICITE	10 017,94	0,21	11 318,52	0,20	(1 300,58)	-11,49
606117 CARBURANT	3 865,47	0,08	4 769,48	0,08	(904,01)	-18,95
606120 GAZ	47,84		255,90		(208,06)	-81,31
606130 EAU	123,34		2 935,76	0,05	(2 812,42)	-95,80
606140 CARBURANTS	10 545,21	0,23	12 336,88	0,21	(1 791,67)	-14,52
606300 FOURN. ENTRETIEN PETIT EQUIPT	2 481,57	0,05	4 338,39	0,07	(1 856,82)	-42,80
606307 ENTRETIEN PETIT EQUIPEMENT	2 865,25	0,06	393,35	0,01	2 471,90	628,42
606400 FOURNITURES DE BUREAU	47 435,18	1,02	47 954,76	0,83	(519,58)	-1,08
606407 FOURN ADMINISTRATIVES	4 176,81	0,09	4 053,71	0,07	123,10	3,04
606417 FOURNITURES P/VENTES	524,63	0,01			524,63	
Services extérieurs et autres	1 541 960,98	33,01	1 592 059,25	27,51	(50 098,27)	-3,15
613000 LOCATION MONTREUIL	121 848,66	2,61	120 045,86	2,07	1 802,80	1,50
613007 LOCATIONS	55 110,00	1,18	48 489,24	0,84	6 620,76	13,65
613010 LOCATION BURUNDI	10 370,02	0,22	17 292,64	0,30	(6 922,62)	-40,03
613057 LOGICIEL MARKETPLACE	8 997,00	0,19			8 997,00	
613107 LOCATION VEHICULE			580,00	0,01	(580,00)	-100,00
613205 LOCATION VEHICULES	45 714,98	0,98	22 476,76	0,39	23 238,22	103,39
613210 LOCATIONS GARAGES	1 148,98	0,02	2 132,00	0,04	(983,02)	-46,11
613300 LOCATIONS DIVERSES	44 522,60	0,95	64 127,33	1,11	(19 604,73)	-30,57
613310 LOCATION SERVEUR	2 822,31	0,06	2 577,58	0,04	244,73	9,49
613330 HEBERGEMENT WEB			244,80		(244,80)	-100,00
613340 LOCATION COPIEURS SIEMENS			815,76	0,01	(815,76)	-100,00
613350 LOCATION COPIEUR SHARP			1 073,40	0,02	(1 073,40)	-100,00
613360 LOCATION COPIEUR INEO			8 959,20	0,15	(8 959,20)	-100,00
613365 LOCATION COPIEURS XEROX	10 746,42	0,23	11 565,72	0,20	(819,30)	-7,08
613400 LOCATIONS IRAK			365,82	0,01	(365,82)	-100,00
613500 FRAIS STOCKAGE	37,50				37,50	
613527 HEBERGEMENT CATALOGUE	1 100,28	0,02	1 079,51	0,02	20,77	1,92
613800 TRAITEMENT DES DECHETS	187,20				187,20	
614000 CHARGES MONTREUIL	16 675,62	0,36	19 491,75	0,34	(2 816,13)	-14,45
614007 CH LOCATIVES DE COPRO	17 491,16	0,37	6 767,79	0,12	10 723,37	158,45
614210 CHARGES LOCATIVES (GARAGE)	50,00		70,00		(20,00)	-28,57
615000 ENTRETIEN ET REPARATIONS	2 521,40	0,05	2 272,14	0,04	249,26	10,97
615200 ENTRETIEN DES LOCAUX	17 751,92	0,38	22 305,07	0,39	(4 553,15)	-20,41
615207 ENTRETIEN LOCAUX	2 571,48	0,06	391,67	0,01	2 179,81	556,54
615500 ENTRETIEN MATERIEL	53,20				53,20	
615507 ENTRETIEN VEHICULE	7 261,19	0,16	2 268,98	0,04	4 992,21	220,02
615600 MAINTENANCE	1 995,74	0,04	7 319,06	0,13	(5 323,32)	-72,73
615607 MAINTENANCE	393,00	0,01			393,00	
615700 ENTRETIEN MATERIEL DE TRANSP.	6 591,40	0,14	8 505,65	0,15	(1 914,25)	-22,51
616000 PRIMES D'ASSURANCES	31 899,16	0,68	30 140,73	0,52	1 758,43	5,83
616007 PRIMES ASSURANCES	2 411,42	0,05	2 033,66	0,04	377,76	18,58
616010 PRIME ASSURANCE MISSION	14 012,47	0,30	2 836,98	0,05	11 175,49	393,92
616020 ASSURANCE EXPATRIES	1 777,13	0,04	4 315,87	0,07	(2 538,74)	-58,82
616100 ASSURANCE BURUNDI	827,62	0,02	650,58	0,01	177,04	27,21
616107 TELESURVEILLANCE	906,24	0,02	969,11	0,02	(62,87)	-6,49
616200 ABNT TELESURVEILLANCE	1 816,20	0,04	1 704,24	0,03	111,96	6,57
616201 SECURITE BURUNDI	5 001,33	0,11	13 693,26	0,24	(8 691,93)	-63,48
616202 SECURISATION DIVERSE			4 318,82	0,07	(4 318,82)	-100,00
616500 ASSURANCE COLOMBIE			335,82	0,01	(335,82)	-100,00
618100 DOCUMENTATION	105,14		118,01		(12,87)	-10,91
618107 DOCUMENTATION			137,10		(137,10)	-100,00

Détail du compte de résultat

Etat exprimé en euros		01/01/2019 31/12/2019	12,00 mois	01/01/2018 31/12/2018	12,00 mois	Variations	%
618200	EVENEMENTS-CONFERENCES	51 363,68	1,10	28 493,27	0,49	22 870,41	80,27
618300	FORMATION	14 187,76	0,30	34 625,46	0,60	(20 437,70)	-59,03
618307	FORMATION	1 675,00	0,04	750,00	0,01	925,00	123,33
618500	FRAIS SEMINAIRES			80,00		(80,00)	-100,00
621100	PERSONNEL INTERIMAIRE	52 321,59	1,12	16 309,30	0,28	36 012,29	220,81
621107	PERSONNEL INTERIMAIRE	16 322,01	0,35	5 647,79	0,10	10 674,22	189,00
621130	PERSONNEL BURUNDI (salaires)	52 708,78	1,13	85 840,66	1,48	(33 131,88)	-38,60
621140	PERSONNEL JORDANIE (salaires)	45 945,93	0,98	91 282,89	1,58	(45 336,96)	-49,67
621150	PERSONNEL COLOMBIE (salaires)			14 256,82	0,25	(14 256,82)	-100,00
621160	PERSONNEL IRAK (salaires)			5 156,52	0,09	(5 156,52)	-100,00
621207	VOLONTAIRES/SCES CIVIQUES	4 141,83	0,09			4 141,83	
621310	PERDIEM TERRAINS	22 621,08	0,48	12 171,78	0,21	10 449,30	85,85
622207	COMMISSIONS S/VENTES MARKETPLA	44 853,68	0,96			44 853,68	
622600	HONORAIRES COMPTABLE + RH	25 417,98	0,54	31 914,10	0,55	(6 496,12)	-20,36
622607	HONORAIRES	2 432,00	0,05	2 650,18	0,05	(218,18)	-8,23
622610	HONORAIRES CAC	10 537,00	0,23	6 480,00	0,11	4 057,00	62,61
622620	HONORAIRES DIVERS	107 895,79	2,31	253 466,88	4,38	(145 571,09)	-57,43
622625	HONORAIRES DIVERS ETRANGERS	78 901,65	1,69			78 901,65	
622630	HONORAIRES AVOCATS			10 473,35	0,18	(10 473,35)	-100,00
622637	HONORAIRES DIVERS	1 506,12	0,03	6 279,73	0,11	(4 773,61)	-76,02
622700	FRAIS D'ACTES ET CONTENTIEUX			36,78		(36,78)	-100,00
623100	ANNONCES ET INSERTIONS	3 300,00	0,07	534,56	0,01	2 765,44	517,33
623200	FRAIS DE PUBLICITE	51 921,45	1,11	34 158,56	0,59	17 762,89	52,00
623300	FOIRES EXPOSITIONS	2 718,00	0,06	14 534,79	0,25	(11 816,79)	-81,30
623400	CADEAUX PARTENAIRES DIVERS	661,68	0,01	959,36	0,02	(297,68)	-31,03
623600	CATALOGUES ET IMPRIMES	20 218,48	0,43	23 672,23	0,41	(3 453,75)	-14,59
623607	CATALOGUES ET IMPRIMES	1 380,54	0,03			1 380,54	
623800	POURBOIRES ET DONS	375,18	0,01	5,50		369,68	N/S
623807	Divers (pourboires, ...)	10,00		10,00			
624000	TRANSPORTS DE BIENS	78 340,23	1,68	113 987,75	1,97	(35 647,52)	-31,27
624007	Transports de biens et person.	24 125,14	0,52	7 201,79	0,12	16 923,35	234,99
624100	TRANSPORTS SUR ACHATS	188,90		428,22	0,01	(239,32)	-55,89
624107	TRANSPORT S/ACHATS	225,02				225,02	
624117	TRANSPORT MARCHANDISES	966,00	0,02			966,00	
624200	TRANSPORTS SUR VENTES			240,00		(240,00)	-100,00
625100	VOYAGES ET DEPLACEMENTS	227 001,10	4,86	245 033,25	4,23	(18 032,15)	-7,36
625107	VOYAGES ET DEPLACEMENTS	1 884,82	0,04	2 229,62	0,04	(344,80)	-15,46
625130	REMBT. INDEMNIT. KM	1 402,52	0,03	2 163,53	0,04	(761,01)	-35,17
625200	FRAIS DE TRANSMISSIONS	47,77				47,77	
625500	FRAIS DE DEMENAGEMENT	19,31				19,31	
625507	INDEMNITES KILOMETRIQUES	1 911,33	0,04	7 753,55	0,13	(5 842,22)	-75,35
625700	RESTAURANTS - ALIMENTAIRES	33 352,49	0,71	22 180,06	0,38	11 172,43	50,37
625707	RECEPTIONS	539,25	0,01	562,07	0,01	(22,82)	-4,06
626000	AFFRANCHISSEMENTS POSTE	1 484,94	0,03	2 776,83	0,05	(1 291,89)	-46,52
626100	TELEPHONE ET INTERNET	39 972,79	0,86	46 380,13	0,80	(6 407,34)	-13,81
626107	AFFRANCHISSEMENTS	51 317,81	1,10	2 255,81	0,04	49 062,00	N/S
626777	TELECOMMUNICATIONS	379,52	0,01	409,29	0,01	(29,77)	-7,27
627000	SERVICES BANCAIRES	14 972,95	0,32	16 868,63	0,29	(1 895,68)	-11,24
627007	SERV BANCAIRES	4 467,87	0,10	722,03	0,01	3 745,84	518,79
627100	FRAIS TRANSFERT D'ARGENT			(1,96)		1,96	100,00
627107	Frais CB Sum-Up	200,46		88,80		111,66	125,74
627500	FRAIS DON/ADH SEPA	5 209,67	0,11	5 274,42	0,09	(64,75)	-1,23
628100	COTISATIONS DIVERSES	4 178,37	0,09	3 100,63	0,05	1 077,74	34,76
628107	COTISATIONS DIVERSES	28,74		142,38		(113,64)	-79,81
628117	ABT MARKETPLACE	1 468,00	0,03			1 468,00	
628400	FRAIS DE RECRUTEMENT DU PERSONNEL	140,00				140,00	
Impôts, taxes & versements assimilés sur rémunération		226 405,61	4,85	177 362,84	3,06	49 042,77	27,65
631100	TAXES SUR LES SALAIRES	142 099,62	3,04	112 835,99	1,95	29 263,63	25,93
631107	TAXE S/SALAIRES			804,12	0,01	(804,12)	-100,00
631207	TAXE APPRENTISSAGE			181,15		(181,15)	-100,00
631400	TAXE AGEFIPH	6 639,95	0,14			6 639,95	
631800	AUTRES TAXES DIRECTES	13 840,67	0,30	17 393,74	0,30	(3 553,07)	-20,43

Détail du compte de résultat

Etat exprimé en euros		01/01/2019 31/12/2019	12,00 mois	01/01/2018 31/12/2018	12,00 mois	Variations	%
633300	FORMATION PROFESSIONNELLE	60 630,52	1,30	44 593,36	0,77	16 037,16	35,96
633307	FORMATION CONTINUE	915,82	0,02	1 554,48	0,03	(638,66)	-41,09
633400	EFFORT A LA CONSTRUCTION	2 202,59	0,05			2 202,59	
633507	ADSPL (paritarisme)	76,44				76,44	
Impôts, taxes et versements assimilés - autres		13 231,94	0,28	16 387,87	0,28	(3 155,93)	-19,26
635120	TAXES FONCIERES	2 254,00	0,05			2 254,00	
635400	DROITS ENREG.TIMBRES-VIGNETTES	10 555,69	0,23	15 990,59	0,28	(5 434,90)	-33,99
635407	DROITS ENR ET DE TIMBRE	363,76	0,01	397,28	0,01	(33,52)	-8,44
637400	I&T exigibles à l'étranger	58,49				58,49	
Charges de personnel - salaires et traitements		1 817 163,91	38,90	2 209 623,92	38,17	(392 460,01)	-17,76
641100	SALAIRES BRUTS	1 539 672,73	32,96	1 757 262,23	30,36	(217 589,50)	-12,38
641101	PRIMES	10 886,19	0,23	58 017,93	1,00	(47 131,74)	-81,24
641107	REMUNERATIONS BRUTES	126 210,40	2,70	91 332,02	1,58	34 878,38	38,19
641200	CONGES PAYES DROITS ACQUIS	715,57	0,02	173 755,07	3,00	(173 039,50)	-99,59
641207	CONGES PAYES	2 957,74	0,06	9 869,43	0,17	(6 911,69)	-70,03
641300	INDEMNITES ST AGES SERV CIVIQUE	9 610,22	0,21	29 412,77	0,51	(19 802,55)	-67,33
641307	INDEMNITES SERVICES CIVIQUES	107,58				107,58	
641310	PER DIEM FRAIS DE MISSION	29 642,45	0,63	46 983,62	0,81	(17 341,17)	-36,91
641317	PER DIEM FRAIS DE MISSION			56,90		(56,90)	-100,00
641320	REMBOURSEMENT LOYER	26 075,95	0,56	16 109,00	0,28	9 966,95	61,87
641330	REMBOURSEMENT TRANSPORT	22 011,28	0,47	22 130,90	0,38	(119,62)	-0,54
641337	REMBOURSEMENT TRANSPORT	225,60				225,60	
641400	INDEMNITES - AVANT AGES DIVERS	1 230,00	0,03	63,23		1 166,77	N/S
641440	INDEMNITES PRECARITE NON SOUMIS	21 180,98	0,45			21 180,98	
641450	INDEMN RUPT CONV NonSoumisChg	26 637,22	0,57	4 596,86	0,08	22 040,36	479,47
641711	INDEMN. AV. DIVERS NON SOUMIS			33,96		(33,96)	-100,00
Charges de personnel - charges sociales		716 466,26	15,34	919 818,18	15,89	(203 351,92)	-22,11
645100	COTISAT. U R S S A F	360 616,61	7,72	485 279,81	8,38	(124 663,20)	-25,69
645107	COTIS URSSAF	22 870,40	0,49	23 713,23	0,41	(842,83)	-3,55
645110	COTISATIONS SALARIALES HAITI	245,66	0,01			245,66	
645130	COTISATIONS SOCIALES BURUNDI			19 264,07	0,33	(19 264,07)	-100,00
645140	COTISATIONS SOCIALES JORDANIE			17 398,66	0,30	(17 398,66)	-100,00
645160	CHARGES SOCIALES IRAK			8,17		(8,17)	-100,00
645200	COTISATIONS CFE	28 411,54	0,61	39 828,97	0,69	(11 417,43)	-28,67
645300	RETRAITE NC - CADRE SIEGE	81 827,30	1,75	27 624,49	0,48	54 202,81	196,21
645307	RETRAITE N CADRES	7 438,97	0,16	4 440,76	0,08	2 998,21	67,52
645310	RETRAITE CADRE SIEGE			95 351,91	1,65	(95 351,91)	-100,00
645317	RETRAITE CADRES			2 477,18	0,04	(2 477,18)	-100,00
645330	RETRAITE NC-C SIEGE	30 654,01	0,66			30 654,01	
645400	COTISAT. CHOMAGE	60 804,39	1,30	81 846,34	1,41	(21 041,95)	-25,71
645407	COTIS ASSEDICS	5 300,90	0,11	3 787,39	0,07	1 513,51	39,96
645410	COTISAT. POLE EMPLOI EXPAT	5 858,35	0,13			5 858,35	
645500	PREVOYANCE	18 006,26	0,39	21 987,71	0,38	(3 981,45)	-18,11
645507	PREVOYANCE	1 387,95	0,03	1 128,57	0,02	259,38	22,98
645600	CHARGES SOCI. S/CONGES PAYES	(5 491,43)	-0,12	(910,50)	-0,02	(4 580,93)	-503,12
645800	AUTRES CHARGES SOCIALES			1 955,14	0,03	(1 955,14)	-100,00
645807	CH SOC S/CONGES PAYES	974,47	0,02	536,14	0,01	438,33	81,76
645810	COTISAT. MUTUELLE	16 270,47	0,35	15 400,97	0,27	869,50	5,65
645817	MUTUELLE	1 527,46	0,03	587,62	0,01	939,84	159,94
645820	COTISAT. MUTUELLE EXPAT	13 031,86	0,28	20 391,83	0,35	(7 359,97)	-36,09
646600	AGESSA	2 409,00	0,05	2 109,31	0,04	299,69	14,21
647000	REMBOURSEMENT FRAIS MALADIE	1 079,48	0,02	4 521,42	0,08	(3 441,94)	-76,13
647100	TICKETS RESTAURANTS	32 144,08	0,69	45 518,63	0,79	(13 374,55)	-29,38
647107	TICKETS RESTAURANT	4 228,00	0,09	2 189,00	0,04	2 039,00	93,15
647110	INDEMNITES REPAS			(158,64)		158,64	100,00
647200	VERSEMENT CSE	18 000,00	0,39			18 000,00	
647500	MEDECINE DU TRAVAIL ET PHAR.	8 470,50	0,18	8 904,00	0,15	(433,50)	-4,87
647507	MEDECINE DU TRAVAIL - PHARMACI	400,03	0,01	400,00	0,01	0,03	0,01
649007	CICE			(5 764,00)	-0,10	5 764,00	100,00

Détail du compte de résultat

Etat exprimé en euros

	01/01/2019 31/12/2019	12,00 mois	01/01/2018 31/12/2018	12,00 mois	Variations	%
Dotations aux amortissements des immobilisations	69 731,17	1,49	47 554,21	0,82	22 176,96	46,64
681100 DOTATIONS AMORT. IMMOB.	26 856,96	0,57	31 776,96	0,55	(4 920,00)	-15,48
681120 DOT AMORTISSEMENT'S IMMO CORP	4 724,86	0,10	13 496,51	0,23	(8 771,65)	-64,99
681127 DOT AMORT S/IMMO INCORP	38 149,35	0,82	2 280,74	0,04	35 868,61	N/S
Autres charges	888 487,03	19,02	354 170,46	6,12	534 316,57	150,86
657000 SUBVENTIONS VERSEES	885 383,50	18,96	351 151,11	6,07	534 232,39	152,14
658000 AUTRES CH GESTION COURANTE	2 607,04	0,06	3 000,41	0,05	(393,37)	-13,11
658007 CH DIVERSES DE GESTION COURANT	496,49	0,01	18,94		477,55	N/S
RESULTAT COURANT NON FINANCIER	(955 034,87)	-20,45	(363 931,38)	-6,29	(591 103,49)	-162,42
RESULTAT FINANCIER	(21 384,33)	-0,46	(19 994,48)	-0,35	(1 389,85)	-6,95
Total des produits financiers	12 692,56	0,27	7 339,89	0,13	5 352,67	72,93
Produits financiers de participations	783,27	0,02	564,43	0,01	218,84	38,77
761000 PRODUITS DE PARTICIPATIONS	1,85		28,72		(26,87)	-93,56
761100 INTERET CPT'E REMUNERE COLOMBIE	781,42	0,02	535,71	0,01	245,71	45,87
Différences positives de change	11 909,29	0,25	6 775,46	0,12	5 133,83	75,77
766000 GAINS DE CHANGE	11 909,29	0,25	6 775,46	0,12	5 133,83	75,77
Total des charges financières	34 076,89	0,73	27 334,37	0,47	6 742,52	24,67
Intérêts et charges assimilées	13 106,09	0,28	3 250,64	0,06	9 855,45	303,18
661100 INTERETS DES EMPRUNTS	2 625,03	0,06			2 625,03	
661600 INTERETS BANCAIRES	10 481,06	0,22	1,50		10 479,56	N/S
668000 AUTRES CHARGES FINANCIERES			3 249,14	0,06	(3 249,14)	-100,00
Différences négatives de change	20 970,80	0,45	24 083,73	0,42	(3 112,93)	-12,93
666000 PERTES DE CHANGE	20 970,80	0,45	24 083,73	0,42	(3 112,93)	-12,93
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	(976 419,20)	-20,90	(383 925,86)	-6,63	(592 493,34)	-154,32
Résultat exceptionnel	(24 098,58)	-0,52	(517,10)	-0,01	(23 581,48)	N/S
Total des produits exceptionnels			4 718,99	0,08	(4 718,99)	-100,00
Produits exceptionnels sur opérations de gestion			3 753,31	0,06	(3 753,31)	-100,00
771000 PRODUITS EXCEPTIONNELS			3 753,31	0,06	(3 753,31)	-100,00
Produits exceptionnels sur opérations en capital			965,68	0,02	(965,68)	-100,00
775200 PRIX CESSION IMMO. CORPO.			965,68	0,02	(965,68)	-100,00
Total des charges exceptionnelles	24 098,58	0,52	5 236,09	0,09	18 862,49	360,24
Charges exceptionnelles sur opération de gestion	344,92	0,01	1 236,09	0,02	(891,17)	-72,10
671200 PENALITES AMENDES NON DEDUCT.	344,92	0,01	1 039,00	0,02	(694,08)	-66,80
671207 PENALITES, AMENDES FISC ET PEN			197,09		(197,09)	-100,00
Charges exceptionnelles sur opération de gestion - ex	23 753,66	0,51			23 753,66	
672000 PERTES S/ EXERCICE ANTERIEUR	23 753,66	0,51			23 753,66	
Dotations aux autres provisions réglementées			4 000,00	0,07	(4 000,00)	-100,00
687600 Dot.prov.dépr.exceptionnelles			4 000,00	0,07	(4 000,00)	-100,00

Détail du compte de résultat

Etat exprimé en euros

	01/01/2019 31/12/2019	12,00 mois	01/01/2018 31/12/2018	12,00 mois	Variations	%
Report des ressources non utilisées des exercices antér	1 648 361,00	35,29	1 991 248,00	34,40	(342 887,00)	-17,22
789400 REPORT RESS NON UTILISEES ANTE	1 648 361,00	35,29	1 991 248,00	34,40	(342 887,00)	-17,22
Engagements à réaliser sur ressources affectées	1 095 283,88	23,45	1 648 361,00	28,48	(553 077,12)	-33,55
689400 ENGAG. A REALISER S/ RESSOURCE	1 095 283,88	23,45	1 648 361,00	28,48	(553 077,12)	-33,55
TOTAL DES PRODUITS	6 332 674,73	135,58	7 795 080,47	134,67	(1 462 405,74)	-18,76
TOTAL DES CHARGES	6 792 698,70	145,43	7 846 507,85	135,56	(1 053 809,15)	-13,43
Excédent ou déficit de l'exercice	(460 023,97)	-9,85	(51 427,38)	-0,89	(408 596,59)	-794,51
Contributions volontaires en nature	420 145,55	9,00	734 796,32	12,69	(314 650,77)	-42,82
Bénévolat	93 913,55	2,01	101 276,32	1,75	(7 362,77)	-7,27
870000 BENEVOLATS & DONSEN NATURE	93 913,55	2,01	101 276,32	1,75	(7 362,77)	-7,27
Dons en nature	326 232,00	6,98	633 520,00	10,94	(307 288,00)	-48,50
875000 DONS DE LIVRES	326 232,00	6,98	633 520,00	10,94	(307 288,00)	-48,50
Charges des contributions volontaires en nature	420 145,55	9,00	734 796,32	12,69	(314 650,77)	-42,82
Mise à disposition gratuite biens et services	326 232,00	6,98	633 520,00	10,94	(307 288,00)	-48,50
861000 MISE A DISP DE LIVRES	326 232,00	6,98	633 520,00	10,94	(307 288,00)	-48,50
Personnel bénévole	93 913,55	2,01	101 276,32	1,75	(7 362,77)	-7,27
864000 BENEVOLAT & DONSEN NATURE	93 913,55	2,01	101 276,32	1,75	(7 362,77)	-7,27

6. Autres informations

6.1 Honoraires du CAC

Les honoraires du commissaire aux comptes PRAXOR s'élèvent sur l'exercice à 7.000€ hors taxes.

6.2 Effectifs

Les effectifs exprimés en Equivalent Temps Plein (ETP) mentionnés ci-après correspondent au personnel travaillant pour BSF en France et sur ses terrains d'intervention.

Ces effectifs diminuent de 19.17 % avec 59 ETP au 31 décembre 2019 (36 au siège, 7 expatriés, et 16 employés nationaux) contre 73 ETP au 31 décembre 2018 (55 au siège, 11 expatriés, et 7 staffs nationaux).

6.3 Frais relatifs au Conseil d'administration

Les membres du Conseil d'Administration de BSF ne perçoivent aucune rémunération. Des frais de mission et de représentation peuvent leur être remboursés avec l'accord du Conseil. Pour l'année 2019, seul le Président a vu certains de ses frais remboursés pour un montant total de 2.070,62€. Ces frais correspondent en grande partie à des billets d'avions achetés directement par le Président pour ses missions à l'international.

6.4 Trois premières rémunérations brutes versées en 2019

Les trois premières rémunérations brutes versées en 2019 sont constituées par celles du Directeur Général, du Directeur Financier et du Directeur des Opérations.

Directeur Général	56 540€
Directeur de l'Administration, des Finances et des Ressources Humaines	53 844€
Directeur des opérations	53 844€

6.5 Etat des effectifs bénévoles

Le nombre d'heures de bénévolat en 2019 s'élève à 6.782 heures, soit 4,2 équivalent temps plein répartis entre 350 bénévoles actifs.

6.6 Remarques concernant l'impact de la crise sanitaire du Covid-19 sur l'année 2020

Conséquences des effets de la crise sanitaire et économique liée à l'épidémie Covid-19 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019.

L'épidémie de Covid-19 n'étant pas liée à une situation existant au 31 décembre 2019, les montants comptabilisés au 31 décembre 2019 n'ont pas fait l'objet d'ajustements.

Compte tenu des éléments existants au 31 décembre 2019, en l'occurrence la faible propagation du virus et l'absence d'alerte mondiale par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) à cette date, il est considéré que les informations connues postérieurement au 31 décembre 2019 sont des éléments de la période 2020 qui n'autorisent pas à ajuster les montants comptabilisés au 31 décembre 2019. En effet, l'OMS n'a prononcé l'état d'urgence sanitaire qu'au 30 janvier 2020 et déclaré que l'épidémie liée au Covid-19 est devenue une pandémie au 11 mars 2020.

Les baisses d'activités ultérieures, les décisions prises par les gouvernements ou celles prises par notre entreprise, sont donc des événements postérieurs à la clôture qui ne confirment pas

une situation préexistante au 31 décembre 2019.

Conséquences des effets de la crise sanitaire et économique liée à l'épidémie Covid-19 sur la capacité de BSF à poursuivre son exploitation.

Les états financiers de l'entité ont été préparés sur la base de la continuité de l'activité. Les activités ont commencé à être affectées par Covid-19 au premier trimestre 2020 et l'entité s'attend à un impact négatif sur ses états financiers en 2020.

BSF, compte tenu du caractère récent de l'épidémie et des mesures annoncées par le gouvernement pour aider les entreprises, n'est toutefois pas en capacité d'en apprécier l'impact chiffré éventuel.

Au 7 mai 2020, date d'arrêté par le Conseil d'Administration des états financiers 2019, la direction de l'association n'a pas connaissance d'incertitudes significatives qui remette en cause la capacité de BSF à poursuivre son exploitation.

Un triple défi est néanmoins identifié

- **De court terme en matière de trésorerie**, notamment par le décalage de la réception de certains financements. Nos banques ont réagi rapidement et positivement à nos demandes de décalage de remboursement de prêts et notre ligne de découvert a été prolongée ce qui permet d'assurer la continuité de la trésorerie au premier semestre.
- **De moyen terme en matière opérationnelle**, à l'heure où sont rédigées

ces lignes, il est encore difficile d'avoir une vision claire de l'impact de la crise sur nos opérations en France et à l'international. Il est certain qu'un certain nombre de projets vont connaître des décalages dans le temps. Les répercussions financières ne sont pas évidentes à mesurer d'autant plus que nous construisons de nombreux projets d'urgence face à la situation qui obtiennent des financements.

- **A un an, en matière de levée de fonds** : l'impact de la crise économique qui va frapper la France et le monde dans les prochains mois risque d'affecter notre levée de fonds aussi bien auprès de partenaires privés que des donateurs particuliers. A plus court terme, la question du maintien de notre dîner annuel en novembre prochain se pose.

Dans le même temps, cette crise révèle les fractures et les inégalités qui traversent nos sociétés et auxquelles BSF apporte une réponse singulière dans le paysage des associations. La nécessité de travailler davantage sur les outils numérique pour l'éducation apparaît aujourd'hui comme une évidence en Europe mais aussi en Afrique subsaharienne où BSF est très présente. De la même manière, la crise fait apparaître la nécessité de renforcer la résilience des populations face aux épidémies (prévention santé) et plus largement face aux risques de rumeur et de désinformation.

BSF a clairement un rôle à jouer sur ces différents terrains et les solutions que nous proposons pourraient connaître un intérêt croissant dans les prochains mois

7. Compte d'Emploi annuel des Ressources (CER)

EMPLOIS	Total des emplois (en €)	Affectation par emplois des ressources collectées auprès du public
MISSIONS SOCIALES	4 815 631	257 450
Réalisées en France	2 440 769	
Action réalisées directement	1 908 128	138 894
Versement à d'autres organismes agissant en France	532 641	
Réalisées à l'étranger	2 374 863	
Actions réalisées directement	2 022 120	118 556
Versement à un organisme central ou d'autres organismes	352 743	
2. FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS	299 876	97 600
Frais d'appel à la générosité du public	152 9376	
Frais de recherche des autres fonds privé, subventions et concours publics	146 939	97 600
3. FRAIS DE FONCTIONNEMENT	571 427	
I - Total des emplois de l'exercice inscrits au compte de résultat	5 686 935	355 050
II - Dotations aux provisions		
III - Engagements à réaliser sur ressources affectées	1 095 284	
IV - Excédent de ressources de l'exercice	-460 024	
V - TOTAL GENERAL	6 322 194	
V - Part des acquisitions d'immobilisations brutes de l'exercice financées par les ressources collectées auprès du public	-	
VI - Neutralisation des dotations aux amortissements des immobilisations financées à compter de la première application du règlement par les ressources collectées auprès du public	-	
VII - Total des Emplois financés par les ressources collectées auprès du public		355 050
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	93 913	
Missions sociales	56 173	
Frais de recherche de fonds	-	
Frais de fonctionnement et autres charges	37 740	

RESSOURCES	Ressources collectées en 2019	Suivi des ressources collectées auprès du public et utilisées en 2019
REPORT DES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRES DU PUBLIC NON AFFECTÉES ET NON UTILISÉES EN DÉBUT D'EXERCICE	-	-
1. RESSOURCES COLLECTÉES AUPRES DU PUBLIC	355 050	38 683
Dons & Legs collectés		
Dons manuels non affectés	355 050	38 683
Parrainages & Dons manuels affectés	-	-

Legs & autres libéralités non affectés	-	-
Legs & autres libéralité affectés	-	-
1.2 Autres produits liés à l'appel de la générosité du public		
2 - AUTRES FONDS PRIVES	2 340 375	
3 - SUBVENTION ET AUTRES CONCOURS PUBLICS	1 111 242	
4 - AUTRES PRODUITS	867 167	
I - TOTAL DES RESSOURCES DE L'EXERCICE INSCRITES AU COMPTE DE RESULTAT	4 673 833	
II - REPRISE DES PROVISIONS	-	
III - REPORT DES RESSOURCES AFFECTEES NON UTILISEES DES EXERCICES ANTERIEURS	1 648 361	
IV - VARIATION DES FONDS DEDIES COLLECTES AUPRES DU PUBLIC (cf tableau des fonds dédiés)		- 553 078
V - INSUFFISANCE DE RESSOURCES DE L'EXERCICE		
VI - TOTAL GÉNÉRAL	6 322 194	- 514 395
VI - Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public		-514 395
SOLDE DES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC NON AFFECTEES ET NON UTILISEES EN FIN D'EXERCICE		-
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	93 913	
Bénévolat	93 913	

7.1 Principes, règles et méthodes retenues

Par application de l'ordonnance 2005-856 du 28 juillet 2005, le compte d'emploi des ressources (CER) est intégré dans l'annexe aux états financiers, accompagné des informations relatives à son élaboration. Les entités intégrées dans la combinaison du compte d'emploi des ressources, de même que les méthodes de combinaison retenues, sont celles citées dans la première partie du présent document.

Conformément aux dispositions de l'arrêté du 11 décembre 2008, qui complète la réglementation applicable en matière de présentation des comptes des associations (loi n° 91-772 du 7 août 1991 et arrêté du 30 juillet 1993), le compte d'emploi des ressources combiné est établi selon les principes édictés par le règlement n°2008-12 du Comité de la réglementation Comptable (CRC).

Le CER rend compte, pour une année donnée, de la composition des dépenses et de l'origine des ressources. Il détaille les ressources issues de la

générosité publique et leur «utilisation» pour financer les dépenses et les investissements.

Côté emplois, le CER regroupe les charges dans cinq rubriques distinctes : dépenses de mission sociale, frais de recherche de fonds, frais de fonctionnement, dotations aux provisions et engagements à réaliser sur ressources affectées.

Les engagements à réaliser sur ressources affectées traduisent la partie des ressources affectées sur l'exercice, par des tiers financeurs, non encore utilisée à la date de la clôture de l'exercice.

Le CER présente distinctement les dépenses de missions sociales entre celles réalisées en France et celles réalisées à l'étranger. Pour chacune de ces catégories, sont distinguées les actions directement mises en place par BSF et les versements à d'autres organismes..

Une colonne est dédiée à la présentation de l'affectation par type d'emploi des ressources collectées auprès du public, celles-ci pouvant être affectées aux charges de l'exercice mais également aux investissements.

Côté ressources, le CER regroupe les produits dans six rubriques distinctes : les ressources collectées auprès du public, les autres fonds privés, les subventions et autres concours publics, les autres produits, les reprises de provision et le re- port des ressources affectées non utilisées des exercices antérieurs.

Les ressources collectées auprès du public s'entendent de l'ensemble des dons et legs reçus des particuliers en France.

Le report des ressources affectées non utilisées des exercices antérieurs traduit la consommation sur l'exercice des ressources affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'avaient pu être utilisées conformément à l'engagement pris à leur égard lors des exercices précédents.

Les ressources collectées auprès du public sont suivies sur une colonne particulière. Celle-ci permet de faire le lien entre les ressources collectées auprès du public sur l'exercice et leur utilisation.

7.2 Les emplois

Représentation comptable des emplois de l'ensemble combiné

Dans le compte d'emploi des ressources, les emplois sont présentés en coût complet. Le compte d'emploi des ressources est construit directement à partir de la comptabilité analytique. Celle-ci reflète, au travers de centres de coûts distincts, les dépenses des différents services.

La très grande majorité des dépenses est affectée directement à l'une des rubriques d'emplois du CER. Néanmoins certaines dépenses sont liées à des activités se rattachant à plusieurs rubriques. Elles sont alors ventilées entre les différents emplois concernés en fonction de clés de répartition.

Les principales clés utilisées pour ventiler les activités des entités combinées par rubrique d'emplois sont les suivantes :

- Temps passés par personne pour les activités des équipes des directions

support (logistique, communication, partenariats, etc.)

- Surfaces occupées par le personnel dédié à chaque activité pour les coûts de loyers et les charges générales.

Détail des missions sociales et des emplois de missions sociales

L'Association BSF a pour missions selon ses statuts de promouvoir partout dans le monde l'accès à l'information, à la culture et à l'éducation pour tous, par l'appui aux bibliothèques sous toutes leurs formes et aux filières du livre, la conception d'outils de diffusion de l'information et de l'éducation, la création de ressources et de contenus pédagogiques et la formation des porteurs de projets culturels et éducatifs.

Ces activités se répartissent en quatre grandes catégories de missions sociales : (1) l'assistance aux populations et l'amélioration des compétences locales en matière de diffusion de la connaissance, (2) la mission de traitement et de redistribution de livres, (3) l'information et la sensibilisation du public sur les enjeux liés à la circulation et l'accès à la connaissance au niveau mondial ainsi que (4) la recherche et le développement dans le domaine des technologies et de services de diffusion de la connaissance.

RÉPARTITION DES MISSIONS SOCIALES

Assistance aux populations et amélioration des compétences locales	4 413 034
En France	2 133 466
À l'étranger	2 279 568
Traitement et redistribution de livres	255 001
Information et sensibilisation du public	52 322
Recherche et Développement	95 295

RÉPARTITION DES MISSIONS SOCIALES PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

France	2.133k€
Europe (hors France)	48k€
Afrique Centrale	173k€

Afrique de l'ouest	90k€
Afrique de l'Est et Australe	656k€
Maghreb - Moyen-Orient	42k€
Amérique latine	71k€
Océanie	13k€
Asie	847k€
Multi-pays	335k€

→ L'assistance aux populations et l'amélioration des compétences locales en matière de diffusion de la connaissance.

Cette mission sociale correspond aux opérations menées sur le terrain en France et à l'étranger et aux activités du siège pour la part concernant la mise en oeuvre de ces opérations.

Sont rattachées à cette mission sociale :

- Les interventions directes (équipes nationales et internationales en poste sur les terrains, approvisionnements logistiques, soutiens administratifs locaux)
- Les activités de support aux opérations qui regroupent le pilotage, la coordination, l'évaluation des programmes, et l'appui technique fourni aux missions dans les domaines éducatif, technique et technologique, financier et ressources humaines (y compris recrutement, gestion administrative et formation). Ce support est déployé depuis le siège de Montreuil et l'équipe de la base logisitique d'Epone (78).
- Les versements effectués en faveur d'autres organismes qui apportent à BSF un concours opérationnel sur les terrains.

→ Le traitement et la redistribution de livres

Cette mission sociale correspond aux actions de collecte (auprès des particuliers et institutions), traitement et redistribution de livres auprès de

partenaires associatifs et institutionnels en France et à l'international. Les principales dépenses de cette mission sont d'ordre logistique (fonctionnement de la collecte et de la base logistique, frais d'expédition de livres, etc.) et documentaire (ressources humaines de documentaliste pour le tri, le traitement et la sélection de livres). Notons que le fonctionnement de cette mission est très appuyé par l'intervention de bénévoles (plus de 150 bénévoles sur notre site d'Epone dans les Yvelines).

Les activités relatives à la vente de livres (secteur lucratif) ne sont pas comptabilisées ici.

→ L'information et la sensibilisation du public sur les enjeux liés à la circulation et l'accès à la connaissance au niveau mondial

Cette mission sociale correspond aux actions de témoignage, de plaidoyer et de communication centrées sur les activités de l'Association et leurs contextes visant à informer et sensibiliser le public

Sont rattachées à cette mission sociale :

- Les activités du département de la communication pour la part dédiée à ces actions
- Les publications et des films relatant les situations de terrain, les dépenses liées aux expositions thématiques itinérantes, aux rencontres avec la presse, etc.

→ La recherche et le développement dans le domaine des technologies et de services de diffusion de la connaissance.

Depuis treize ans, Bibliothèques Sans Frontières travaille sans relâche à renforcer la capacité d'agir des populations les plus vulnérables. Pour ce faire, la recherche et le développement d'outils innovants et de technologies a toujours été au coeur de notre démarche. Ces activités pilotées par la Direction de l'éducation et des contenus d'une part et la direction des outils et du numérique d'autre part sont réunies dans une entité dénommée Le Lab. Les principales dépenses de R&D en 2020 concernent les

actions relatives au renforcement du “Backbone de services” (catalogue d’activités, de contenus et de formation” ainsi que celles relatives au développement des technologies d’internet offline.

Ventilation des dépenses des missions sociales

Le CER impose une présentation des dépenses de missions sociales ventilées entre trois catégories : « actions réalisées en France », « actions réalisées à l’étranger » et « versements à d’autres organismes ».

Les actions menées dans les pays d’intervention sont directement rattachables à l’une ou l’autre de ces catégories.

Les activités de support et d’information menées par le siège ne sont pas directement rattachables à ces catégories puisqu’elles concernent l’ensemble des pays d’intervention. Les dépenses correspondantes sont ainsi réparties entre «actions réalisées en France» et «actions réalisées à l’étranger» en fonction de la part du coût des actions menées dans les pays d’intervention dans chacune de ces catégories.

Détail des emplois de recherche de fonds

Les frais de recherche de fonds distinguent les coûts associés à l’appel à la générosité publique à la recherche d’autres fonds privés ainsi qu’à la recherche de subventions ou concours publics auprès des agences d’Etat d’aide humanitaire (également appelés financements institutionnels).

Les coûts d’appel à la générosité publique s’élèvent en 2019 à 152 milliers d’euros. Ils découlent des actions mises en œuvre par BSF pour solliciter auprès des particuliers les dons nécessaires à la mise en œuvre des missions sociales ET les frais de traitement des dons (traitements manuels, informatiques et bancaires).

Les frais de recherche des autres fonds privés (146K€) correspondent aux coûts de la recherche de financements et de partenariats

d’entreprises et autres partenaires institutionnels.

Détail des emplois de fonctionnement et autres charges

L’administration et le fonctionnement général de BSF sont assurés depuis le siège par la direction générale, la direction des ressources humaines, la direction financière, et les services de fonctionnement interne (ressources humaines siège, communication interne, secrétariat général).

7.3 Détail des ressources

Définition des ressources collectées auprès du public

Les ressources collectées auprès du public (dites ressources de générosité publique) sont définies comme regroupant les dons manuels et autres libéralités effectués par des donateurs particuliers à BSF, et servant à la mise en œuvre du projet opérationnel.

Les ressources collectées auprès du public reçues des autres associations nationales du réseau BSF sont déclarées par celles-ci.

Suivi des ressources collectées auprès du public

L’ensemble des ressources a vocation à financer l’ensemble des emplois et des investissements. Les affectations prioritaires de ressources sont régies par les trois principes suivants :

- Dans le respect de la volonté des donateurs, les ressources affectées sont intégralement allouées aux dépenses concernées (par exemple : dons dédiés à une urgence ou à une thématique particulière)
- Dans le respect des engagements contractuels, les ressources sont allouées aux dépenses concernées conformément aux clauses

contractuelles (par exemple : financements institutionnels).

- Les dépenses engagées pour le compte d'autres acteurs (associations nationales du réseau BSF ou autres ONG) sont financées par les ressources générées par ces activités (par exemple : refacturations aux associations nationales).

Les ressources de générosité publique non encore utilisées après application de ces différents principes, sont allouées aux emplois restant à financer (y compris les acquisitions d'immobilisations de l'année) à hauteur de ce que représentent dans le total des ressources non encore utilisées, les seules ressources collectées auprès du public..